

# Commission européenne DG Education et Culture

**ERNST & YOUNG**  
*La Qualité par principe™*

Etude de la coopération  
extérieure de l'Union européenne  
et de ses Etats membres dans les  
secteurs de la culture et de  
l'audiovisuel



Rapport final

Juin 2004

TOME 1/4

## SOMMAIRE

<b>Préambule .....</b>	<b>3</b>
<b>1. Objectifs de l'étude et méthodologie initiale.....</b>	<b>3</b>
1.1. Objectifs de l'étude.....	3
1.2. Méthodologie initiale et travaux prévus pour l'ensemble de l'étude .....	4
<b>2. Difficultés rencontrées et adaptations apportées .....</b>	<b>6</b>
2.1. Difficultés rencontrées.....	6
2.2. Adaptations apportées.....	8
<b>3. Mode opératoire suivi compte tenu du changement de méthodologie .....</b>	<b>10</b>
3.1. Monographies nationales.....	10
3.2. Monographie communautaire .....	11
3.3. Autres travaux complémentaires liés au changement de méthodologie.....	12
3.3.1. Recherches approfondies par revue documentaire.....	12
3.3.2. Reconstitution d'une base de données a posteriori .....	12
3.3.3. Participation au processus de validation des monographies nationales par les Représentations permanentes.....	13
<b>4. Calendrier de l'étude.....</b>	<b>14</b>
<b>5. Annexes.....</b>	<b>15</b>
5.1. Annexe 1 : Liste des questions clés ayant guidé la rédaction des outils de collecte .....	15
5.2. Annexe 2 : Questionnaire en ligne (version française) .....	17
5.3. Annexe 3 : Guide d'entretien avec les décideurs (version française) .....	40
5.4. Annexe 4 : Guide d'entretien préalable à destination des décideurs (version française) .....	50
5.5. Annexe 5 : Questionnaire Acteurs reconstitué a posteriori.....	53
5.6. Annexe 6 : Questionnaire Pays reconstitué a posteriori.....	90

## Préambule

L'étude de la coopération extérieure de l'Union européenne et de ses Etats membres dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel a été confiée, sur appel d'offres par la Direction Générale Education et Culture de la Commission européenne au cabinet Barbier Frinault et Associés - Ernst & Young France. Elle fait l'objet du présent rapport.

Ce rapport est composé de 4 tomes :

- Tome 1 : Introduction et méthodologie
- Tome 2 : Monographies nationales
- Tome 3 : Monographie communautaire
- Tome 4 : Analyses comparatives et recommandations

## 1. Objectifs de l'étude et méthodologie initiale

### 1.1. Objectifs de l'étude

La Direction Générale Education et Culture (DG EAC) de la Commission européenne a souhaité disposer d'une **étude et analyse des programmes et/ou actions de coopération extérieure de l'Union européenne et de ses Etats membres et des autres membres de l'EEE dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel en vue du développement d'une stratégie communautaire en la matière.**

Plus précisément, l'étude porte sur la coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel des 15 Etats membres et des 3 pays de l'AELE/EEE<sup>1</sup>, d'une part, et les institutions européennes, d'autre part, avec les pays tiers. Sont exclus de cette catégorie « pays tiers » les pays en voie d'adhésion en 2003 ou candidats à l'entrée dans l'Union européenne<sup>2</sup>.

#### **Remarque préliminaire :**

*La Coopération Extérieure dans les Secteurs de la Culture et de l'Audiovisuel avec les pays tiers comme définie par le sujet de l'étude, c'est à dire avec les pays non membres de l'Union et non candidats, sera abrégée « **CESCA** » dans l'ensemble du présent rapport<sup>3</sup>. Cette abréviation tient donc compte du périmètre géographique défini par le sujet de l'étude.*

La présente étude a différents objectifs :

- Etablir un **inventaire** aussi complet que possible des structures existantes et des programmes/actions de coopération extérieure des acteurs de la coopération culturelle,

---

<sup>1</sup> Islande, Lichtenstein, Norvège

<sup>2</sup> Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Turquie

<sup>3</sup> La coopération des Etats membres avec les autres pays de l'Union et les pays candidats et la coopération initiée au niveau communautaire entre Etats membres et pays candidats ne font pas l'objet d'abréviation particulière.

via l'inventaire des acteurs publics, semi-publics et privés<sup>1</sup> en matière de CESCO aux niveaux national et communautaire, des actions qu'ils mettent en œuvre, de leurs moyens, de leurs stratégies et objectifs ;

- Effectuer une **analyse comparative** des données collectées obtenues et analyser les tendances en termes d'organisation, d'objectifs, de secteurs d'activités ;
- A partir de cette analyse comparative, évaluer les **tendances** de façon prospective : identifier les modalités d'une meilleure synergie possible entre les actions des Etats membres et celles de l'UE ainsi qu'entre les différentes politiques communautaires afin de dégager les orientations à prendre dans le cadre du développement d'une stratégie européenne de coopération extérieure dans les domaines de la culture et de l'audiovisuel dans le cadre des politiques communautaires concernées et établir les composantes d'une stratégie européenne en matière de coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel.

## 1.2. Méthodologie initiale et travaux prévus pour l'ensemble de l'étude

Pour répondre aux objectifs initiaux de l'étude, la méthodologie suivante a été proposée :

- Une phase préalable de **lancement de la mission** et d'appropriation du contexte :
  - validation de la méthodologie, du calendrier et du programme de travail,
  - prise de connaissance approfondie de l'objet de l'étude,
  - réunion du Comité de pilotage.
- Une phase 1 de **structuration** pour détailler la méthodologie envisagée pour la collecte de données et l'analyse :
  - détermination de « questions clés » auxquelles l'étude devra répondre et élaboration d'une méthodologie pour y répondre (types d'analyses envisagées, types d'information nécessaires, sources possibles, etc.),
  - construction d'un cadre type de présentation de chaque action et programme de CESCO recensée et d'une base de données,
  - identification des décideurs principaux en matière de CESCO et élaboration d'une base de données acteurs, cibles pour la collecte de données par questionnaires et entretiens,
  - identification des responsables d'actions de coopération culturelle extérieure au sein des institutions européennes (Commission, Parlement, Conseil),
  - élaboration des outils de collecte de données :
    - \* un questionnaire en deux langues (français et anglais) à destination des acteurs de coopération culturelle extérieure avec les pays tiers, mis en ligne,
    - \* deux guides d'entretien pour les rencontres avec les décideurs (l'un préalable, à destination des personnes interrogées, l'autre non communiqué et permettant de guider l'entretien) (versions française et anglaise)
    - \* un guide d'entretien pour les responsables rencontrés au sein des institutions communautaires.

---

<sup>1</sup> Sont exclus du champ de l'étude les acteurs ayant une activité culturelle extérieure qui répond exclusivement à une logique marchande

- Une phase 2 consacrée à la **collecte de données** et à l'alimentation d'une base de données :
  - collecte de données secondaires (revue documentaire) aux niveaux national et communautaire,
  - collecte de données primaires :
    - \* entretiens dans les 18 pays (y compris pour collecter des informations sur les acteurs à interroger par questionnaires)
    - \* entretiens avec les acteurs identifiés au sein des institutions communautaires,
    - \* questionnaires aux acteurs nationaux contactés par voie électronique.
- Une phase 3 de **traitement** et d'**analyse** des données :
  - revue des données collectées par questionnaire, par revue documentaire et par entretien,
  - alimentation des « fiches actions » et « fiches programmes »,
  - formalisation des attentes et objectifs des décideurs recueillis au cours des entretiens,
  - réponse aux « questions clés », établissement de typologie de résultats et de comparaisons,
  - mise en évidence des orientations générales et de la cohérence d'ensemble.
- Une phase 4 devant permettre d'effectuer une **synthèse** et d'élaborer des **recommandations** :
  - considérations à prendre en compte pour l'élaboration d'une stratégie européenne en matière de CESCA
  - synthèse des difficultés potentielles dans la mise en œuvre de cette stratégie,
  - pistes de recommandations opérationnelles transversales.

## 2. Difficultés rencontrées et adaptations apportées

Les différentes difficultés rencontrées et les attentes précisées de la Direction Générale Education et Culture (DG EAC) ont conduit à revoir la méthodologie prévue initialement et à apporter des modifications au contenu final de l'étude.

### 2.1. Difficultés rencontrées

La méthodologie prévue initialement en réponse au cahier des charges s'est heurtée à plusieurs obstacles, essentiellement dus au fait que la CESCA ne renvoie pas à une réalité précise et ne correspond ainsi pas à une logique d'intervention facilement identifiable.

Ainsi, les obstacles suivants ont été rencontrés :

- Difficulté dans l'identification des interlocuteurs appropriés au sein des autorités nationales.

Le travail d'identification des structures puis d'identification des interlocuteurs les plus appropriés pour fournir l'information nécessaire à l'étude ont permis de se rendre compte que **le suivi des activités de CESCA est rarement confié à un service ou à une personne en particulier**. Au sein des autorités nationales et des institutions culturelles, la CESCA est suivie de la même façon que la coopération avec les autres Etats membres<sup>1</sup>. Ainsi, les décideurs et acteurs de CESCA ne font pas naturellement la distinction entre leur coopération culturelle extérieure avec les autres Etats membres et les pays en voie d'adhésion et leur coopération avec le reste du monde et personne ne se sent réellement expert dans le suivi des activités de CESCA.

- Difficulté dans la collecte de données factuelles.

De la même façon qu'il n'existe pas de responsables chargés du suivi de la CESCA au sein des structures identifiées, il n'existe **aucune donnée précise sur les activités de CESCA**. Celles-ci ne sont jamais suivies de façon précise, mais toujours dans le cadre de la coopération culturelle extérieure général. Il n'existe jamais de comptabilité analytique qui permette de suivre la CESCA ; celle-ci fait rarement l'objet d'un document propre (rapports d'activité, document stratégique, etc.)<sup>2</sup>.

Or l'étude avait pour objectif, le recensement de données factuelles précises sur les actions/programmes de coopération culturelle extérieure (durée, budget, objectifs, etc.). Le questionnaire mis en ligne était donc orienté sur la description des actions et/ou programmes de CESCA et assez peu sur l'organisation générale des acteurs concernées par la coopération culturelle extérieure.

Le seul moyen possible de collecte de données « exclusivement CESCA » était donc d'obtenir la propre perception des acteurs rencontrés sur un certain nombre de sujets et de solliciter notamment de leur part une estimation des moyens humains et financiers. Ils ont ainsi été par exemple sollicités pour estimer le montant des moyens financiers consacrés aux activités de

---

<sup>1</sup> Cf. Tome 4 du présent rapport : analyse comparative des moyens humains consacrés à la CESCA.

<sup>2</sup> Cf. Tome 4 du présent rapport : analyse comparative de la formalisation de la stratégie des acteurs identifiés.

CESCA ou, au moins, la part de la CESCA (en %) dans un budget qui l'intègre (budget de coopération extérieure, budget général de la structure, etc.). Le niveau de responsabilité de l'acteur rencontré et son degré d'expérience peuvent remettre en cause le fait qu'il soit représentatif ou non de sa structure.

Notons que la collecte de données prévue via le questionnaire en ligne ne permettait pas de recenser ce type de données issues de la perception des acteurs.

- Difficulté dans l'identification des structures opérationnelles de CESCA.

La méthodologie prévoyait d'identifier les acteurs dits « opérationnels » de CESCA (institutions culturelles, associations, fondations, etc.) par l'intermédiaire des responsables au sein des autorités nationales (ministères chargé des affaires étrangères et ministère chargé de la culture). Il s'est avéré que les responsables de coopération internationale n'ont pas une connaissance exhaustive des acteurs « opérationnels » de CESCA dans leur pays.

L'identification de ces acteurs opérationnels a donc été faite par une recherche documentaire poussée via internet et des publications. Ainsi seuls les acteurs plutôt visibles ont pu être sollicités pour répondre au questionnaire en ligne.

Ces difficultés d'identification des acteurs et structures concernées par la CESCA et d'absence de données factuelles ont conduit à un très faible retour des questionnaires mis en ligne, personne ne s'étant réellement senti apte à fournir les informations demandées, informations souvent inexistantes.

Ce taux de retour faible des questionnaires aux acteurs n'a donc pas permis de disposer de l'inventaire de 1000 fiches actions/programmes initialement prévu. Ainsi, après 2 relances par e-mail et des relances téléphoniques auprès des acteurs clés, sur les 1.500 acteurs destinataires du questionnaire, seuls 145 questionnaires se sont avérés entièrement exploitables<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Cf. également § 3.2.1.

## 2.2. Adaptations apportées

L'analyse comparative devait se fonder essentiellement sur la base de données actions/programmes constitués à partir du questionnaire en ligne.

Dans un premier temps, une fois le constat effectué du faible taux de retour des questionnaires, des moyens complémentaires ont été mis en place pour obtenir un maximum de questionnaires renseignés :

- relance téléphonique des acteurs identifiés comme clés dans chaque pays (assistance au renseignement du questionnaire en ligne),
- renseignement de fiches actions par les consultants, sur la base des éléments collectés en entretiens (actions ou programmes des décideurs rencontrés).

Dans un second temps, au regard du taux de retour toujours insuffisant des questionnaires et par conséquent de leur non-représentativité de la CESCA et de leur faible intérêt global pour tirer des conclusions, la décision a été prise conjointement avec le Comité de pilotage **d'étoffer les informations sur les acteurs rencontrés plutôt que sur leurs actions**, ainsi que sur les acteurs opérationnels.

Il a donc été décidé :

- la **rédaction de monographies nationales** présentant les acteurs et non les actions
- l'approfondissement de la **collecte de données par revue documentaire** essentiellement via internet en l'orientant notamment sur les acteurs privés et ceux intervenant dans le secteur de l'audiovisuel, ainsi que sur les moyens financiers consacrés.

Ce choix méthodologique a eu pour objectif de collecter un maximum d'informations pertinentes, rigoureuses et utiles à l'analyse. Il a eu pour inconvénient de présenter les informations sous une forme plus littéraire et donc de laisser plus de champ à la nuance et aux interprétations des différents lecteurs.

Ces monographies nationales ont été rédigées sur la base d'une structure commune et ont permis de présenter les informations collectées par entretien et celles collectées par recherche documentaire. Les données recueillies via le questionnaire en ligne ont été intégrées.

**Les monographies nationales<sup>1</sup> se présentent donc de la manière suivante :**

- Une courte **synthèse** reprenant les principales caractéristiques de l'organisation de la CESCA dans le pays et les estimations des moyens financiers qui y sont consacrés.
- Une analyse transversale présentant :
  - l'organisation institutionnelle nationale,
  - l'importance relative de la CESCA,

---

<sup>1</sup> Cf. Tome 2 du présent rapport



- les ressources financières,
  - les moyens humains,
  - les objectifs généraux, priorités stratégiques et lignes politiques,
  - la visibilité de la CESCA et les informations disponibles,
  - les liens avec les organisations internationales,
  - les attentes à l’égard de l’Union européenne.
- Une **présentation détaillée des principaux acteurs** de CESCA identifiés donnant pour chacun :
    - statut juridique,
    - liens structurels essentiels avec d’autres organes ou institutions,
    - missions et compétences générales,
    - missions et compétences spécifiques en matière de CESCA,
    - priorités et stratégie, ligne politique
    - types d’intervention et procédures,
    - domaines d’intervention prioritaire
    - pays tiers prioritaires
    - partenaires dans la mise en œuvre
    - modalités de suivi et/ou d’évaluation
    - moyens humains
    - moyens financiers
    - exemple de projets
  - Une présentation plus succincte des autres acteurs de CESCA identifiés
  - La liste des personnes rencontrées
  - La bibliographie

Par conséquent, les monographies nationales formalisées dans le présent rapport résultent :

- **d’abord des informations collectées en entretiens fondées sur la perception des acteurs et de l’analyse des documents remis à cette occasion,**
- **de l’exploitation des informations disponibles sur la base de données issues des questionnaires en ligne,**
- **d’une revue documentaire poussée via internet et d’entretiens téléphoniques complémentaires.**

### 3. Mode opératoire suivi compte tenu du changement de méthodologie

#### 3.1. Monographies nationales

Le mode opératoire suivant a finalement été suivi pour la rédaction des monographies nationales

- 1) Identification des décideurs au niveau national
- 2) Premier **contact téléphonique** avec ces décideurs : envoi d'un questionnaire préalable, en amont de l'entretien (voir en annexe) ayant pour objectifs :
  - la collecte de premiers éléments (sur les actions mises en œuvre, les données chiffrées, etc.),
  - la préparation des entretiens en face-à-face avec ces mêmes décideurs,
  - l'identification de l'ensemble des acteurs perçus comme clés par ces décideurs et devant être interrogés par questionnaires.
- 3) **Entretiens en face à face** avec ces décideurs (guide d'entretien en annexe) de façon à :
  - collecter des éléments de réponse aux questions clés,
  - valider la liste des acteurs nationaux (préalablement identifiés comme devant être destinataire d'un questionnaire) et compléter cette liste,
  - collecter des documents.
- 4) Analyse approfondie des documents collectés en entretiens.
  - documents généraux sur la politique culturelle et la coopération extérieure de chaque Etat
  - textes réglementaires nationaux
  - documents budgétaires et financiers
  - Rapports annuels et rapports d'activité
  - Plaquettes de présentation
- 5) Mise en ligne et envoi du **questionnaire** aux porteurs de projets et acteurs de la coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel :
  - envoi d'un e-mail (français ou anglais) avec lettre introductive et un lien vers le questionnaire (version française en annexe),
  - 2 relances par mail,
  - 1 relance par téléphone auprès d'environ 300 acteurs identifiés comme principaux de façon à remplir, « en ligne », le questionnaire (l'objectif étant de disposer d'un maximum de fiches actions).

1.500 acteurs ont été destinataires du questionnaire. Sur ces 1 500, 145 questionnaires sont exploitables.

- 6) Elaboration et alimentation de deux bases de données : une base excel comportant l'ensemble des réponses aux questionnaires, une base access présentant sous forme de fiches les actions décrites par les acteurs ayant répondu au questionnaire en ligne.
- 7) Exploitation des réponses aux questionnaires dans les monographies nationales : présentation des acteurs ou d'exemples d'actions.
- 8) Recherches et analyses documentaires approfondies (revue des sites internet des acteurs rencontrés et des autres acteurs identifiés)
- 9) Entretiens téléphoniques avec les décideurs rencontrés pour collecter les éléments manquants à l'analyse.
- 10) Rédaction des monographies nationales.

### **3.2. Monographie communautaire**

- 1) Identification des acteurs concernés par la coopération extérieure de l'Union dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel à la Commission européenne, au Parlement européen et au Conseil.
- 2) **Entretiens**<sup>1</sup> avec ces acteurs pour :
  - identifier les textes présentant une possibilité d'action de CESCA
  - collecter des éléments de réponse aux questions clés,
  - obtenir d'autres contacts au sein des institutions,
  - collecter des documents.
- 3) **Analyse approfondie des textes juridiques** susceptibles de prévoir une coopération entre l'Union et les pays tiers dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel ou une coopération ayant une dimension culturelle forte (accords de partenariat, accords d'association, programmes communautaires, initiatives ponctuelles, etc.).
- 4) Rédaction de la monographie communautaire

---

<sup>1</sup> Cf. Tome 3 : liste des personnes rencontrées au sein des institutions communautaires

### 3.3. Autres travaux complémentaires liés au changement de méthodologie

#### 3.3.1. Recherches approfondies par revue documentaire

Des **recherches complémentaires approfondies par revue documentaire** ont permis de pallier le manque d'information recueillie via le questionnaire en ligne entre le 15 septembre et le 31 octobre 2003.

#### 3.3.2. Reconstitution d'une base de données a posteriori

Ce changement de mode de collecte des données (davantage orienté vers la revue documentaire) et leur présentation (via les monographies nationales) a certes permis de recenser une information plus exhaustive sur les acteurs, mais n'a pas permis l'élaboration simultanée d'une base de données comme prévu initialement.

Or pour pouvoir effectuer une analyse comparative de 18 situations nationales et des acteurs qui les constituent, la constitution d'une base de données s'est avérée incontournable.

Il a par conséquent été décidé de créer une **base de données des informations collectées « a posteriori »**, à partir des informations disponibles dans les 18 monographies nationales.

Cette base est constituée de deux types de données :

- les données recueillies pour chacun des acteurs de CESCOA identifiés ;
- les données consolidées au niveau national à partir de l'information fournie par les autorités nationales et suite à une analyse transversale au niveau de chaque pays.

Elle a été élaborée à partir :

- d'un questionnaire « acteurs »<sup>1</sup> établi à partir des informations recueillies sur chacun des acteurs identifiés et rempli par les personnes ayant rédigé les monographies (un questionnaire par acteur) ;
- d'un questionnaire « pays »<sup>2</sup> établi à partir des informations recueillies auprès des autorités nationales et des analyses présentées en début de monographies nationales.

Les questionnaires renseignés (pour 192 acteurs, 17 pays et 3 Communautés belges) ont fait l'objet d'un encodage afin de constituer une base de données « acteurs » et une base de données « pays »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Cf. questionnaire acteurs présenté en annexe

<sup>2</sup> Cf. questionnaire pays présenté en annexe

<sup>3</sup> Cf. Tome 4 : présentation détaillée de la méthodologie suivie pour l'analyse comparative entre les 18 situations nationales

### *3.3.3. Participation au processus de validation des monographies nationales par les Représentations permanentes.*

Suite à l'élaboration des monographies nationales, la Commission européenne les a transmis aux Représentations permanentes des Etats membres et pays de l'EEE à Bruxelles pour validation.

Ce processus final de validation a donné lieu à des observations de 7 pays (Belgique, Pays Bas, Norvège, Suède, Portugal, France, Finlande).

Les observations portent sur différents types d'information présentés dans les monographies nationales et sont à considérer au cas par cas.

Elles ont ainsi été traitées par une prise de contact téléphonique avec les Représentations permanentes et/ou des autorités nationales.

Elles ont donné lieu, le cas échéant, à une modification des monographies nationales en fonction des corrections et ajouts de précisions apportées par les Etats membres.

#### 4. Calendrier de l'étude

Le calendrier suivant a été suivi

Travaux	Calendrier	Document remis	Date de remise de documents	Comité de pilotage
<b>Phase préalable : Lancement de la mission</b>	24 - 31 janvier 2003	Programme de travail de notre intervention	31-janv	24-janv
<b>Phase 1 : Structuration de la mission</b>	3 février - 5 mars 2003	Rapport de structuration	20-févr	05-mars
<b>Phase 2: Collecte des données</b>	10 mars - 31 octobre 2003	Point d'étape sur la collecte	23-mai	
		Rapport intermédiaire version 1	12-juin	19-juin
		Rapport intermédiaire version 2	15-juil	16-sept
		Rapport intermédiaire version 3	31-oct	18-nov
		Version des monographies nationales transmises aux RP	27-nov	
		Version révisée de la monographie communautaire	03-déc	
Validation du rapport intermédiaire	22 décembre 2003			
<b>Phase 3 : Analyse des données Processus de validation des monographies nationales Synthèse et recommandations</b>	1er novembre 2003 - 30 juin 2004	Données statistiques	08-janv	
		Réunion d'étape : analyse et prise en compte des remarques de 6 RP		23-janv
		Monographies révisées et validées par les RP	11-févr	
		Projet de rapport final	15-févr	24-mars
		Rapport final	15-avr	
		Rapport définitif Synthèses en français, anglais, allemand	30-juin	

## 5. Annexes

### 5.1. Annexe 1 : Liste des questions clés ayant guidé la rédaction des outils de collecte

- N - Au niveau national
  - **N1.** Quels sont les acteurs, aux niveaux national, régional et local, de la politique de coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel ?
    - \* **N1.1** : Quels sont les différents acteurs publics ?
    - \* **N1.2** : Quels sont les différents acteurs privés ?
  - **N2.** Quels sont les moyens de ces différents acteurs ?
    - \* **N2.1** : Quels sont leurs moyens financiers et humains ?
    - \* **N2.2** : Quels programmes de coopération extérieure mettent-ils en œuvre ?
    - \* **N2.3** : Quelles actions mettent-ils en œuvre ?
  - **N3.** Quels sont les stratégies et objectifs poursuivis par les acteurs de la coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel et dans quelle mesure sont-ils cohérents avec les programmes et actions mis en œuvre ?
    - \* **N3.1** : Quels sont les objectifs et cibles visées affichés par les acteurs nationaux ? Ces objectifs et ces cibles sont-ils cohérents entre eux ?
    - \* **N3.2** : Dans quelle mesure y a-t-il cohérence entre d'une part les objectifs affichés et les cibles visées et d'autre part les programmes et actions mis en œuvre (pour les principaux acteurs, notamment publics) ?
    - \* **N3.3** : Les programmes entre les différents acteurs sont-ils cohérents entre eux ?
    - \* **N3.4** : Quelles sont les attentes des pays tiers ? Dans quelle mesure y a-t-il adéquation avec ce qui est réalisé ?
  - **N4.** Quel est le jeu d'acteurs au niveau national ?
    - \* **N4.1** : Quels sont les liens entre ces différents acteurs ?
    - \* **N4.2** : Quelle est l'autonomie de ces acteurs ?
    - \* **N4.3** : Quels sont le ou les acteurs centraux de la politique de coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel ?
    - \* **N4.4** : Quels sont les modèles par pays ?
- C - Au niveau communautaire
  - **C1.** Quels sont les acteurs communautaires de la politique de coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel ?
    - \* **C1.1** : Qui sont les acteurs au sein des institutions européennes ?
    - \* **C1.2** : Qui sont les relais dans les Etats membres ?
    - \* **C1.3** : Quel est le rôle des délégations de la Commission à l'étranger ?
  - **C2.** Quels sont les moyens de ces différents acteurs ?
    - \* **C2.1** : Quels sont les moyens financiers et humains ?
    - \* **C2.2** : Quels sont les programmes de coopération extérieure mis en œuvre ?
    - \* **C2.3** : Quelles sont les actions mises en œuvre ?

- **C3.** Quels sont les stratégies et objectifs poursuivis par les acteurs de la coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel et dans quelle mesure sont-ils cohérents avec les différents programmes et actions mis en œuvre ?
    - \* **C3.1 :** Quels sont les objectifs affichés et les cibles visées ? Ces objectifs et cibles sont-ils cohérents entre eux ?
    - \* **C3.2 :** Dans quelle mesure y a-t-il cohérence entre d'une part les objectifs affichés et les cibles visées et d'autre part les programmes et actions mis en œuvre ?
    - \* **C3.3 :** Les programmes des différents acteurs menés au niveau communautaire sont-ils cohérents entre eux ?
    - \* **C3.4 :** Quelles sont les attentes des pays tiers ? Dans quelle mesure y a-t-il adéquation avec ce qui est réalisé ?
  - **C4.** Quel est le jeu d'acteurs au niveau communautaire ?
    - \* **C4.1 :** Quels sont les liens entre ces différents acteurs ?
- **S – Synergies**
    - **S1.** Quelles sont les principales convergences, divergences et complémentarités entre les politiques conduites par les différents Etats ?
      - \* **S1.1. :** Quelles sont les principales convergences, divergences et complémentarités entre les politiques conduites par les différents Etats sur un plan stratégique ?
      - \* **S1.2. :** Quelles sont les principales convergences, divergences et complémentarités entre les principaux programmes et actions mis en oeuvre par les différents Etats ?
    - **S2.** Quelles sont les principales convergences, divergences et complémentarités entre les politiques conduites par les différents Etats et celles mises en œuvre au niveau communautaire ?
      - \* **S2.1. :** Quel est le degré de cohérence entre les politiques conduites par les différents Etats et les initiatives communautaires sur un plan stratégique ?
      - \* **S2.2. :** Quelles sont les principales convergences, divergences et complémentarités entre les actions et programmes mis en oeuvre par les différents Etats et les initiatives communautaires ?
    - **S3.** Quelles peuvent être les composantes d'une stratégie européenne en matière de CESCA ?
      - \* **S3.1. :** Quelles sont les attentes des acteurs clés (publics et privés) en matière d'initiatives politiques et d'actions concrètes de coopération culturelle extérieure au niveau national/ au niveau communautaire ?
      - \* **S3.2. :** Quelles sont les orientations possibles d'une stratégie européenne de coopération culturelle extérieure ?
      - \* **S3.3. :** Quels sont les moyens possibles pour y parvenir ?



## **5.2. Annexe 2 : Questionnaire en ligne (version française)**

**Etude sur la coopération extérieure de l'Union européenne et de ses Etats membres dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel**

### **1. Enjeux de votre coopération culturelle extérieure : objectifs et moyens**

---

**1.1.1a.** -Afin de comprendre les initiatives que votre organisation met en oeuvre tout au long de l'année en matière de coopération culturelle extérieure avec les pays hors du continent européen, nous nous intéressons dans une première partie aux objectifs qui structurent votre action.

Objectifs et organisation. Pour quelles raisons principales votre structure agit-elle dans le domaine de la coopération extérieure ?

Priorité 1 :

- rep1 : Donner une stature internationale à la structure
- rep2 : Affinités ou projets personnels de personnes au sein de la structure
- rep3 : Existence d'opportunités ponctuelles
- rep4 : Lié à l'environnement historique de votre pays
- rep5 : Participation au rayonnement de votre pays à l'international
- rep6 : Possibilité de bénéficier d'apports financiers complémentaires
- rep7 : Aide au développement
- rep8 : Autres
- rep9 : Ne sais pas (par défaut)

#### **1.1.1b.**

Priorité 2 :

- rep1 : Donner une stature internationale à la structure
- rep2 : Affinités ou projets personnels de personnes au sein de la structure
- rep3 : Existence d'opportunités ponctuelles
- rep4 : Lié à l'environnement historique de votre pays
- rep5 : Participation au rayonnement de votre pays à l'international
- rep6 : Possibilité de bénéficier d'apports financiers complémentaires
- rep7 : Aide au développement
- rep8 : Autres
- rep9 : Ne sais pas (par défaut)

#### **1.1.1c.**

Priorité 3 :

- rep1 : Donner une stature internationale à la structure
- rep2 : Affinités ou projets personnels de personnes au sein de la structure

- rep3 : Existence d'opportunités ponctuelles
- rep4 : Lié à l'environnement historique de votre pays
- rep5 : Participation au rayonnement de votre pays à l'international
- rep6 : Possibilité de bénéficier d'apports financiers complémentaires
- rep7 : Aide au développement
- rep8 : Autres
- rep9 : Ne sais pas (par défaut)

**1.1.2.** - ot - S'il s'agit d'autres raisons, quelles sont-elles ?

**1.1.3.** - ot - 2. Quels sont, aujourd'hui, les objectifs principaux de votre structure en matière de coopération culturelle extérieure ?

**1.1.4.** - fu - 3. Vos initiatives avec les pays tiers correspondent à : (choisir un choix parmi les suivants) :

- rep1 : Votre activité principale
- rep2 : Une partie importante de votre activité
- rep3 : Des activités occasionnelles
- rep4 : Des initiatives isolées
- rep5 : Pas concerné (par défaut)

**1.1.5.** - fu - 4. Jusqu'à maintenant ces initiatives ont principalement eu lieu car (choisir un choix parmi les suivants) :

- rep1 : Vous avez cherché les opportunités
- rep2 : Vous avez été sollicité par des acteurs d'un pays tiers
- rep3 : Vous agissez à la demande d'une autorité de tutelle
- rep4 : Ne sais pas (par défaut)

**1.1.6.** - fu - 5. De façon générale, votre structure est plutôt (choisir un choix parmi les suivants)

- rep1 : Porteuse de projets de coopération culturelle extérieure
- rep2 : Membre participant à des projets de coopération culturelle extérieure
- rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**1.1.7.** - fu - 6. Globalement, agissez-vous plutôt en partenariat avec d'autres structures ou seul ?

- rep1 : En partenariat
- rep2 : Seul
- rep3 : Les deux
- rep4 : Ne sais pas (par défaut)

**1.1.8.** - ot - Si oui, quels sont vos partenaires ? (Merci de nous indiquer le nom de la ou des structures)

**1.1.9.** - ot - 7. Environ combien d'actions de coopération culturelle extérieure (hors pays de l'Union européenne ou de l'AELE) mettez-vous en oeuvre par an ?

**1.1.10.** - ot - 8. Pouvez-vous nous expliquer les raisons de vos orientations stratégiques en matière de coopération culturelle extérieure ?

**1.2.1.** - Zone géographique concernée

Afin de mener des comparaisons entre les différents pays européens, nous souhaiterions savoir quelles sont les orientations géographiques en matière de coopération culturelle extérieure de votre structure

Quelle est votre zone d'intervention prioritaire ? (choisir un ou plusieurs choix parmi les suivants) ?

- rep1 : ACP - Afrique Caraïbes Pacifique(sauf pays du sud de la méditerranée, Australie, Nouvelle Zélande et Philippines)
- rep2 : Amérique Latine (sauf Cuba et Caraïbes)
- rep3 : Asie (Sauf Japon et Corée)
- rep4 : Région du Golfe, Iran, Irak, et Yémen
- rep5 : Moyen Orient et Pays du sud de la Méditerranée
- rep6 : Etats-Unis et Canada
- rep7 : Japon, Corée, Australie et Nouvelle Zélande
- rep9 : Caucase et Asie Centrale

**1.2.2.** Pouvez-vous nous préciser les pays prioritaires ?

**1.3.1.** Elaboration et mise en œuvre.

La question des modalités de mise en oeuvre (procédures et moyens alloués) est essentielle pour notre compréhension des actions menées.

Comment sont élaborées vos initiatives en matière de coopération culturelle extérieure ? (choisir une ou plusieurs réponses)

- rep1 : Proposition et sélection par le pays tiers
- rep2 : Proposition et sélection par votre structure dans votre pays
- rep3 : Décision commune
- rep4 : Initiative externe d'une autorité de tutelle
- rep5 : Ne sais pas

**1.3.2a.** – 11. Quel est votre budget global en Keuros consacré à la coopération culturelle extérieure ? (ordre de grandeur en Keuros)

**1.3.2b.** - Quelle part de votre budget de coopération culturelle consacrez-vous aux actions de coopération culturelle avec les pays de l'Union Européenne et/ou de l'AELE ?;" (approximativement en %){/i}

**1.3.3a.** - 12. Quelles sont vos sources de financement pour la mise en oeuvre de votre coopération culturelle extérieure ? (choisir une ou plusieurs réponses)

- rep1 : Ministère de la Culture de votre pays
- rep2 : Ministère des Affaires Etrangères de votre pays
- rep3 : Autres Ministères de votre pays
- rep4 : Collectivités territoriales
- rep5 : Union européenne
- rep6 : Organisations internationales (ex. : UNESCO, etc)
- rep7 : Institutions publiques des pays tiers
- rep8 : Fondations privées et/ou mécénat
- rep9 : Ressources propres, Commercialisation
- rep10 : Autres

**1.3.3b.** - Merci d'indiquer les montants (à titre indicatif)

- rep1 : Montants en Keuros
- line Ligne1 : Ministère de la Culture de votre pays

line Ligne2 : Ministère des Affaires Etrangères de votre pays  
line Ligne3 : Autres Ministères de votre pays  
line Ligne4 : Collectivités territoriales  
line Ligne5 : Union européenne  
line Ligne6 : Organisations internationales (ex. : UNESCO, etc)  
line Ligne7 : Institutions publiques des pays tiers  
line Ligne8 : Fondations privées et/ou mécénat  
line Ligne9 : Ressources propres, Commercialisation  
line Ligne10 : Autres

**1.3.4.** - Si vous êtes financés par d'autres organismes, pouvez-vous nous indiquer lesquels ?

**1.3.5.** - 13. Indépendamment des financements, y-a-t-il des structures qui vous aident à réaliser vos projets?

rep1 : Oui  
rep2 : Non  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**1.3.6a.** - Si oui, pouvez-vous identifier les 5 principales structures ?

rep1 : Structure 1  
rep2 : Structure 2  
rep3 : Structure 3  
rep4 : Structure 4  
rep5 : Structure 5  
line Ligne1 : Nom ou type de structure

**1.3.6b.** - Si oui, pouvez-vous nous préciser les liens que vous avez avec ces structures ? (choisir un ou plusieurs choix parmi les suivants)

rep1 : Structure 1  
rep2 : Structure 2  
rep3 : Structure 3  
rep4 : Structure 4  
rep5 : Structure 5  
line Ligne1 : Aide aux contacts  
line Ligne2 : Aide pour accéder à des informations  
line Ligne3 : Conseil au montage et à l'organisation des projets  
line Ligne4 : Information et publicité  
line Ligne5 : Appui scientifique et technique  
line Ligne6 : Autres

**1.3.7.** - 14. Afin que nous comprenions le dimensionnement de vos équipes, pouvez-vous évaluer le nombre de personnes qui travaillent exclusivement sur les actions de coopération culturelle extérieure au sein de votre structure ? (En nombre de personnes)

**1.3.8a.** - 15. Vos initiatives font-elles l'objet d'évaluations ?

rep1 : Oui  
rep2 : Non  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**1.3.8b.** - Si oui, sous quelle forme ?

rep1 : Rapports annuels  
rep2 : Rapports financiers  
rep3 : Revue de presse  
rep4 : Entretien(s)  
rep5 : Autres

**1.3.9.** - 16. En ce qui concerne vos initiatives de coopération culturelle extérieure, existe-t-il des résultats concrets ?

rep1 : Non  
rep2 : Oui  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**1.3.10.** - ot - Si oui, lesquels ?

**1.3.11.** - ot - 17. Comment qualifieriez-vous l'impact de vos initiatives de coopération extérieure ?

**1.4.1.** - Vision générale

De façon globale, sur quel niveau décisionnel portent vos attentes en matière de coopération culturelle extérieure ? (merci de classer de 1 à 3 par ordre de priorité, 1 étant la priorité la plus importante)

rep1 : Au niveau de l'Union européenne  
rep2 : Au niveau des différents Etats membres  
rep3 : Au niveau de votre pays  
rep4 : Ne sais pas (par défaut)  
line Ligne1 : 1  
line Ligne2 : 2  
line Ligne3 : 3

**1.4.2.** - ot - Si vous avez des attentes au niveau de l'Union européenne, quelles sont-elles ?

**1.4.3.** - ot - Si vous avez des attentes au niveau des différents Etats membres, quelles sont-elles ?

**1.4.4.** - ot - Si vous avez des attentes au niveau de votre pays, quelles sont-elles ?

**1.4.5.** - otm - 19. Qui sont les acteurs centraux de la coopération culturelle extérieure de votre pays selon vous ?

rep1 : Nom de la structure  
rep2 : E-mail de contact  
line Ligne1 : Acteur 1  
line Ligne2 : Acteur 2  
line Ligne3 : Acteur 3  
line Ligne4 : Acteur 4  
line Ligne5 : Acteur 5

**1.4.6.** - ot - Remarque(s) complémentaire(s)

---

## **2. Description, s'ils existent, de vos programmes de coopération culturelle extérieure**

---

**2.1.1.1.** - comment –

Question préalable : La coopération culturelle extérieure au sein de votre structure est-elle organisée en programmes (c'est à dire des plans formalisés) ? Si oui, merci de nous décrire brièvement ci-après les programmes définis par votre structure et qui regroupent vos actions. Sinon, passez directement à la description des actions de coopération culturelle extérieure de

vosre structure (Partie 3 - cliquer ici)

#### 2.2.1.1. - Vos programmes : Introduction

Combien de programmes mettez-vous en oeuvre par an ?

rep1 : En 2000

rep2 : En 2001

rep3 : En 2002

line Ligne1 : Nombre de programmes strictement culturels

line Ligne2 : Nombre de programmes de coopération avec un volet culturel

2.2.1.2. - otm - Quels sont vos principaux programmes ayant trait à la coopération culturelle extérieure mis en oeuvre au cours des années 2000, 2001 et 2002 ?

rep1 : Nom du programme

line Ligne1 : Programme 1

line Ligne2 : Programme 2

line Ligne3 : Programme 3

line Ligne4 : Programme 4

line Ligne5 : Programme 5

#### 2.2.2.1. - ot - Présentation par programme.

Nom du programme présenté

##### 2.2.2.2a. - fu - 3. Quel est son domaine?

NONE : Aucun

rep1 : Arts vivants et du spectacle

rep2 : Arts plastiques et visuels

rep3 : Cinéma et audiovisuel

rep4 : Livre et lecture

rep5 : Multimédia

rep6 : Musiques

rep7 : Patrimoine

rep8 : Transversal

rep9 : Autres

##### 2.2.2.2b. - ot - Si autres, lesquels

##### 2.2.2.3. - ot - 4. Quelle est sa date de démarrage? ;"jj/mm/aa}{/i}

##### 2.2.2.4. - fu - 5. Est-il géré en propre ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

##### 2.2.2.5. - ot - 6. Quels sont ses principaux objectifs?

##### 2.2.2.6. - ot - 7. Quelle est sa durée? {br} {i}(en mois){/i}

##### 2.2.2.7. - ot - 8. Quel est son budget? ;"}(en Keuros) {i}

##### 2.2.2.8. - fm - 9. Quelles sont les zones géographiques visées ?

rep1 : ACP - Afrique Caraïbes Pacifique (sauf pays du sud de la méditerranée, Australie, Nouvelle Zélande et Philippines)

rep2 : Amérique Latine (sauf Cuba et Caraïbes)

rep3 : Asie (Sauf Japon et Corée)

rep4 : Région du Golfe, Iran, Irak, et Yémen

rep5 : Moyen Orient et Pays du sud de la Méditerranée

rep6 : Etats-Unis et Canada  
rep7 : Japon, Corée, Australie et Nouvelle Zélande  
rep9 : Caucase et Asie Centrale

**2.2.2.9.** - ot - 10. Quel est le nombre d'actions menées dans le cadre de ce programme ? ;"}(en nombre d'actions){/i}

**2.2.2.10.** - fu - 11. Est-il mis en oeuvre en commun avec d'autres Etats membres de l'Union européenne et/ou des pays de l'AELE ?

rep1 : Oui  
rep2 : Non  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**2.2.2.11.** - ot - Remarques complémentaires sur ce programme

---

---

**2a.1.1.1.** - comment - Question préalable : Si vous souhaitez nous présenter un autre de vos programmes, merci de remplir la page ci-après.

Sinon, cliquez ici pour passer directement à la partie description d'action{/a}.

**2a.2.1.1.** - otm - Vos programmes :

Combien de programmes mettez-vous en oeuvre par an ?

rep1 : En 2000  
rep2 : En 2001  
rep3 : En 2002  
line Ligne1 : Nombre de programmes strictement culturels  
line Ligne2 : Nombre de programmes de coopération avec un volet culturel

**2a.2.1.2.** - otm - Quels sont vos principaux programmes ayant trait à la coopération culturelle extérieure mis en oeuvre au cours des années 2000, 2001 et 2002 ?

rep1 : Nom du programme  
line Ligne1 : Programme 1  
line Ligne2 : Programme 2  
line Ligne3 : Programme 3  
line Ligne4 : Programme 4  
line Ligne5 : Programme 5

**2a.2.2.1.** - ot - Présentation par programme.

Nom du programme présenté

**2a.2.2.2a.** - fu - 3. Quel est son domaine?

NONE : Aucun  
rep1 : Arts vivants et du spectacle  
rep2 : Arts plastiques et visuels  
rep3 : Cinéma et audiovisuel

rep4 : Livre et lecture  
rep5 : Multimédia  
rep6 : Musiques  
rep7 : Patrimoine  
rep8 : Transversal  
rep9 : Autres

**2a.2.2.2b.** - ot - Si autres, lesquels

**2a.2.2.3.** - ot - 4. Quelle est sa date de démarrage? (jj/mm/aa){/i}

**2a.2.2.4.** - fu - 5. Est-il géré en propre ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**2a.2.2.5.** - ot - 6. Quels sont ses principaux objectifs?

**2a.2.2.6.** - ot - 7. Quelle est sa durée?(en mois)

**2a.2.2.7.** - ot - 8. Quel est son budget? (en Keuros)

**2a.2.2.8.** - fm - 9. Quelles sont les zones géographiques visées ?

rep1 : ACP - Afrique Caraïbes Pacifique(sauf pays du sud de la méditerranée, Australie, Nouvelle Zélande et Philippines)

rep2 : Amérique Latine (sauf Cuba et Caraïbes)

rep3 : Asie (Sauf Japon et Corée)

rep4 : Région du Golfe, Iran, Irak, et Yémen

rep5 : Moyen Orient et Pays du sud de la Méditerranée

rep6 : Etats-Unis et Canada

rep7 : Japon, Corée, Australie et Nouvelle Zélande

rep9 : Caucase et Asie Centrale

**2a.2.2.9.** - ot - 10. Quel est le nombre d'actions menées dans le cadre de ce programme ? ;"}(en nombre d'actions){/i}

**2a.2.2.10.** - fu - 11. Est-il mis en oeuvre en commun avec d'autres Etats membres de l'Union européenne et/ou des pays de l'AELE ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**2a.2.2.11.** - ot - Remarques complémentaires sur ce programme

---

### **3. Description de vos actions de coopération culturelle extérieure**

---

**3.2.2.1.** - ot –

Description de vos actions de coopération culturelle extérieure :



Pouvez-vous nous décrire une ou plusieurs actions mises en oeuvre par votre structure ? Si oui, merci de nous décrire brièvement une ou plusieurs actions que vous mettez en oeuvre en matière de coopération culturelle extérieure. Ces informations nous permettent de comprendre le type d'actions que votre structure met en oeuvre. Vous pouvez choisir de nous décrire une action que vous jugez représentative de votre coopération culturelle extérieure, ou au contraire de nous décrire plusieurs actions particulières (en validant vos réponses et remplissant à nouveau cette page). Si non, merci de passer directement à dernière partie de notre questionnaire.

Présentation d'une action 1. Pouvez-vous nous décrire une action de coopération culturelle de votre choix ? Titre de l'action

**3.2.2.2.** - ot - Date début de l'action (jj/mm/aaaa)

**3.2.2.3.** - ot - Date fin de l'action (jj/mm/aaaa)

**3.2.2.4.** - ot - Description de l'action

**3.2.3.1a.** - fm - 2. Quels sont les domaines d'intervention de l'action décrite ?

rep1 : Arts vivants et du spectacle

rep2 : Arts plastiques et visuels

rep3 : Cinéma et audiovisuel

rep4 : Livre et lecture

rep5 : Multimédia

rep6 : Musiques

rep7 : Patrimoine

rep8 : Transversal

rep9 : Autres

**3.2.3.1b.** - ot - Si autres, lesquels ?

**3.2.3.2.** - ot - 3. Quels sont les objectifs prioritaires de l'action décrite ?

**3.2.3.3.** - fu - 4. Quels sont les pays tiers concernés par cette action ?

NONE : Aucun

AF : Afghanistan

SO : Afrique du Sud

AL : Albanie

DZ : Algérie

AD : Andorre

AO : Angola

AG : Antigua-et-Barbuda

SA : Arabie saoudite

AR : Argentine

AM : Arménie

AU : Australie

AZ : Azerbaïdjan

BS : Bahamas

BH : Bahreïn

BD : Bangladesh

BB : Barbade

PW : Belau

BZ : Belize

BJ : Bénin

BT : Bhoutan

BY : Biélorussie

BU : Birmanie

BO : Bolivie

BA : Bosnie-Herzégovine

BW : Botswana  
BR : Brésil  
BN : Brunei  
BF : Burkina  
BI : Burundi  
KH : Cambodge  
CM : Cameroun  
CA : Canada  
CV : Cap-Vert  
CL : Chili  
CN : Chine  
CO : Colombie  
KM : Comores  
CG : Congo  
CK : Cook  
OF : Corée du Nord  
KR : Corée du Sud  
CR : Costa Rica  
CI : Côte d'Ivoire  
HR : Croatie  
CU : Cuba  
DJ : Djibouti  
DM : Dominique  
EG : Égypte  
AE : Émirats arabes unis  
EC : Équateur  
ER : Érythrée  
US : États-Unis  
ET : Éthiopie  
FJ : Fidji  
GA : Gabon  
GM : Gambie  
GE : Géorgie  
GH : Ghana  
GD : Grenade  
GT : Guatemala  
GN : Guinée  
GW : Guinée-Bissao  
GQ : Guinée équatoriale  
GY : Guyana  
HT : Haïti  
HN : Honduras  
IN : Inde  
ID : Indonésie  
IR : Iran  
IQ : Iraq  
IL : Israël  
JM : Jamaïque  
JP : Japon  
JO : Jordanie  
KZ : Kazakhstan  
KE : Kenya  
KW : Kirghizistan  
KI : Kiribati  
KO : Koweït  
LA : Laos  
LS : Lesotho  
LB : Liban  
LR : Liberia

LY : Libye  
MK : Macédoine  
MG : Madagascar  
MY : Malaisie  
MW : Malawi  
MV : Maldives  
ML : Mali  
MA : Maroc  
MH : Marshall  
MU : Maurice  
MR : Mauritanie  
MX : Mexique  
FM : Micronésie  
MD : Moldavie  
MC : Monaco  
MN : Mongolie  
MZ : Mozambique  
NA : Namibie  
NR : Nauru  
NP : Népal  
NI : Nicaragua  
NE : Niger  
NG : Nigeria  
NU : Niue  
NZ : Nouvelle-Zélande  
OM : Oman  
UG : Ouganda  
UZ : Ouzbékistan  
PK : Pakistan  
PA : Panama  
PG : Papouasie - Nouvelle Guinée  
PY : Paraguay  
PE : Pérou  
PH : Philippines  
QA : Qatar  
CF : République centrafricaine  
DO : République dominicaine  
RU : Russie  
RW : Rwanda  
KN : Saint-Christophe-et-Niévès  
LC : Sainte-Lucie  
SM : Saint-Marin  
VA : Saint-Siège  
VC : Saint-Vincent-et-les Grenadines  
SB : Salomon  
SV : Salvador  
WS : Samoa occidentales  
ST : Sao Tomé-et-Principe  
SN : Sénégal  
SC : Seychelles  
SL : Sierra Leone  
SG : Singapour  
LI : Somalie  
SD : Soudan  
LK : Sri Lanka  
CH : Suisse  
SR : Suriname  
SZ : Swaziland  
SY : Syrie

TJ : Tadjikistan  
TZ : Tanzanie  
TD : Tchad  
TH : Thaïlande  
TG : Togo  
TO : Tonga  
TT : Trinité-et-Tobago  
TN : Tunisie  
TM : Turkménistan  
TV : Tuvalu  
UA : Ukraine  
UY : Uruguay  
VU : Vanuatu  
VE : Venezuela  
VN : Viêt Nam  
YE : Yémen  
YU : Yougoslavie  
WZR : Zaïre  
ZM : Zambie  
ZW : Zimbabwe

**3.2.3.4.** - ot - 5. Quelles sont les raisons de cette orientation géographique ?

**3.2.3.5.** - fu - 6. L'action en question a t-elle lieu : {br}(choisir un choix dans la liste suivante)

rep1 : Dans votre pays ?  
rep2 : Dans le(s) pays tiers concerné(s) ?  
rep3 : Dans les deux ?  
rep4 : Ailleurs ?  
rep5 : Ne sais pas (par défaut)

**3.2.3.6.** - fu - 7. Quels sont les publics visés par l'action décrite?

rep1 : Professionnels  
rep2 : Grand public  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3.3.1.** - fu - Partenaires de l'action<sup>8</sup>. Existe-t-il, en Europe, des organisations partenaires dans la mise en oeuvre de cette action ?

rep1 : Oui  
rep2 : Non  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3.3.2.** - fm - Si oui, de quels types sont-elles ?

rep1 : Administration centrale publique  
rep2 : Organisation publique  
rep3 : Association  
rep4 : Fondation  
rep5 : Société commerciale  
rep6 : Réseau  
rep7 : Autre

**3.3.3.** - fu - 9. Existe-t-il, dans les pays tiers, des organisations partenaires dans la mise en oeuvre de cette action ?

rep1 : Oui  
rep2 : Non  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3.3.4.** - fm - Si oui, de quels types sont-elles ?

rep1 : Administration centrale publique

rep2 : Organisation publique  
rep3 : Association  
rep4 : Fondation  
rep5 : Société commerciale  
rep6 : Réseau  
rep7 : Autre

**3.4.1.** - ot - Budget et financement de l'action10. Quel est le budget alloué à cette action ? (Ordre de grandeur du budget global alloué à l'action en Keuros)

**3.4.2.** - fu - 11. A quelle niveau est-elle gérée ?

rep1 : Gestion au niveau de votre pays  
rep2 : Gestion au niveau du pays tiers  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3.4.3.** - fu - 12. L'action bénéficie-t-elle de financements publics au niveau national ?

rep1 : Oui  
rep2 : Non  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3.4.1.1.** - ot - Si oui, préciser : Nom des structures subventionnant l'action

**3.4.1.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)

**3.4.1.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %

**3.4.1.4.** - fu - Ces financements sont-ils :

rep1 : Récurrent  
rep2 : Ponctuel  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3.4.4.** - fu - 13. L'action bénéficie-t-elle de financements publics au niveau européen ?

rep1 : Oui  
rep2 : Non  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3.4.2.1.** - ot - Si oui, préciser :Nom des structures subventionnant l'action

**3.4.2.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)

**3.4.2.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %

**3.4.2.4.** - fu - Ces financements sont-ils :

rep1 : Récurrent  
rep2 : Ponctuel  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

? **3.4.5.** - fu - 14. L'action bénéficie-t-elle de financements publics au niveau international

rep1 : Oui  
rep2 : Non  
rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3.4.3.1.** - ot - Si oui, préciser :Nom des structures subventionnant l'action

**3.4.3.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)

**3.4.3.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %

- 3.4.3.4.** - fu - Ces financements sont-ils :  
 rep1 : Récurrent  
 rep2 : Ponctuel  
 rep3 : Ne sais pas (par défaut)
- 3.4.6.** - fu - 15. L'action bénéficie-t-elle de financements privés ?  
 rep1 : Oui  
 rep2 : Non  
 rep3 : Ne sais pas (par défaut)
- 3.4.4.1.** - ot - Si oui, préciser Nom des structures subventionnant l'action
- 3.4.4.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)
- 3.4.4.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %
- 3.4.4.4.** - fu - Ces financements sont-ils :  
 rep1 : Récurrent  
 rep2 : Ponctuel  
 rep3 : Ne sais pas (par défaut)
- 3.4.7.** - fu - 16. L'action est-elle financée par des ressources propres ?  
 rep1 : Oui  
 rep2 : Non  
 rep3 : Ne sais pas (par défaut)
- 3.4.5.1.** - ot - Si oui, préciser :Type de ressources propres
- 3.4.5.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)
- 3.4.5.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %
- 3.4.5.4.** - fu - Ce type de financement par ressources propres est-il :  
 rep1 : Récurrent  
 rep2 : Ponctuel  
 rep3 : Ne sais pas (par défaut)
- 3.4.8.** - fu - 17. L'action bénéficie-t-elle d'autres types de financements ?  
 rep1 : Oui  
 rep2 : Non  
 rep3 : Ne sais pas (par défaut)
- 3.4.6.1.** - ot - Si oui, préciser :Type(s) d'autres financement
- 3.4.6.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)
- 3.4.6.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %
- 3.4.6.4.** - fu - Ce type de financement est-il :  
 rep1 : Récurrent  
 rep2 : Ponctuel  
 rep3 : Ne sais pas (par défaut)
- 3.5.1.** - fu - Lien avec un programme18. Cette action s'intègre-t-elle dans un (ou des) programme(s) ?  
 rep1 : Oui  
 rep2 : Non  
 rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3.5.1.1a.** - ot - Si oui, merci de nous renseigner brièvement sur ces programmes  
{br}Titre du programme 1

**3.5.1.1b.** - fm - Type de programme

- rep1 : Programme régional
- rep2 : Programme national
- rep3 : Programme européen
- rep4 : Programme international
- rep5 : Autre

**3.5.1.2a.** - ot - Titre du programme 2

**3.5.1.2b.** - fm - Type de programme

- rep1 : Programme régional
- rep2 : Programme national
- rep3 : Programme européen
- rep4 : Programme international
- rep5 : Autre

**3.5.1.3a.** - ot - Titre du programme 3

**3.5.1.3b.** - fm - Type de programme

- rep1 : Programme régional
  - rep2 : Programme national
  - rep3 : Programme européen
  - rep4 : Programme international
  - rep5 : Autre
- 
- 

**3a.2.2.1.** - ot - Description de vos actions de coopération culturelle extérieure :  
Introduction Si vous souhaitez nous présenter {b}{i}une autre de vos actions{/i}{/b}, merci de remplir la page ci-après,{b}{i}Si non,{/i}{/b} merci de passer directement à dernière partie de notre questionnairePrésentation d'une action1. Pouvez-vous nous décrire une action de coopération culturelle de votre choix ?Titre de l'action

**3a.2.2.2.** - ot - Date début de l'action (jj/mm/aaaa)

**3a.2.2.3.** - ot - Date fin de l'action (jj/mm/aaaa)

**3a.2.2.4.** - ot - Description de l'action

**3a.2.3.1a.** - fm - 2. Quels sont les domaines d'intervention de l'action décrite ?

- rep1 : Arts vivants et du spectacle
- rep2 : Arts plastiques et visuels
- rep3 : Cinéma et audiovisuel
- rep4 : Livre et lecture
- rep5 : Multimédia
- rep6 : Musiques
- rep7 : Patrimoine
- rep8 : Transversal
- rep9 : Autres

**3a.2.3.1b.** - ot - Si autres, lesquels ?

**3a.2.3.2.** - ot - 3. Quels sont les objectifs prioritaires de l'action décrite ?

**3a.2.3.3.** - fu - 4. Quels sont les pays tiers concernés par cette action ?

NONE : Aucun  
AF : Afghanistan  
SO : Afrique du Sud  
AL : Albanie  
DZ : Algérie  
AD : Andorre  
AO : Angola  
AG : Antigua-et-Barbuda  
SA : Arabie saoudite  
AR : Argentine  
AM : Arménie  
AU : Australie  
AZ : Azerbaïdjan  
BS : Bahamas  
BH : Bahreïn  
BD : Bangladesh  
BB : Barbade  
PW : Belau  
BZ : Belize  
BJ : Bénin  
BT : Bhoutan  
BY : Biélorussie  
BU : Birmanie  
BO : Bolivie  
BA : Bosnie-Herzégovine  
BW : Botswana  
BR : Brésil  
BN : Brunei  
BF : Burkina  
BI : Burundi  
KH : Cambodge  
CM : Cameroun  
CA : Canada  
CV : Cap-Vert  
CL : Chili  
CN : Chine  
CO : Colombie  
KM : Comores  
CG : Congo  
CK : Cook  
OF : Corée du Nord  
KR : Corée du Sud  
CR : Costa Rica  
CI : Côte d'Ivoire  
HR : Croatie  
CU : Cuba  
DJ : Djibouti  
DM : Dominique  
EG : Égypte  
AE : Émirats arabes unis  
EC : Équateur  
ER : Érythrée  
US : États-Unis  
ET : Éthiopie



FJ : Fidji  
GA : Gabon  
GM : Gambie  
GE : Géorgie  
GH : Ghana  
GD : Grenade  
GT : Guatemala  
GN : Guinée  
GW : Guinée-Bissao  
GQ : Guinée équatoriale  
GY : Guyana  
HT : Haïti  
HN : Honduras  
IN : Inde  
ID : Indonésie  
IR : Iran  
IQ : Iraq  
IL : Israël  
JM : Jamaïque  
JP : Japon  
JO : Jordanie  
KZ : Kazakhstan  
KE : Kenya  
KW : Kirghizistan  
KI : Kiribati  
KO : Koweït  
LA : Laos  
LS : Lesotho  
LB : Liban  
LR : Liberia  
LY : Libye  
MK : Macédoine  
MG : Madagascar  
MY : Malaisie  
MW : Malawi  
MV : Maldives  
ML : Mali  
MA : Maroc  
MH : Marshall  
MU : Maurice  
MR : Mauritanie  
MX : Mexique  
FM : Micronésie  
MD : Moldavie  
MC : Monaco  
MN : Mongolie  
MZ : Mozambique  
NA : Namibie  
NR : Nauru  
NP : Népal  
NI : Nicaragua  
NE : Niger  
NG : Nigeria  
NU : Niue  
NZ : Nouvelle-Zélande  
OM : Oman  
UG : Ouganda  
UZ : Ouzbékistan  
PK : Pakistan

PA : Panama  
PG : Papouasie - Nouvelle Guinée  
PY : Paraguay  
PE : Pérou  
PH : Philippines  
QA : Qatar  
CF : République centrafricaine  
DO : République dominicaine  
RU : Russie  
RW : Rwanda  
KN : Saint-Christophe-et-Niévès  
LC : Sainte-Lucie  
SM : Saint-Marin  
VA : Saint-Siège  
VC : Saint-Vincent-et-les Grenadines  
SB : Salomon  
SV : Salvador  
WS : Samoa occidentales  
ST : Sao Tomé-et-Principe  
SN : Sénégal  
SC : Seychelles  
SL : Sierra Leone  
SG : Singapour  
LI : Somalie  
SD : Soudan  
LK : Sri Lanka  
CH : Suisse  
SR : Suriname  
SZ : Swaziland  
SY : Syrie  
TJ : Tadjikistan  
TZ : Tanzanie  
TD : Tchad  
TH : Thaïlande  
TG : Togo  
TO : Tonga  
TT : Trinité-et-Tobago  
TN : Tunisie  
TM : Turkménistan  
TV : Tuvalu  
UA : Ukraine  
UY : Uruguay  
VU : Vanuatu  
VE : Venezuela  
VN : Viêt Nam  
YE : Yémen  
YU : Yougoslavie  
WZR : Zaïre  
ZM : Zambie  
ZW : Zimbabwe

**3a.2.3.4.** - ot - 5. Quelles sont les raisons de cette orientation géographique ?

**3a.2.3.5.** - fu - 6. L'action en question a t-elle lieu : {br}(choisir un choix dans la liste suivante)

rep1 : Dans votre pays ?  
rep2 : Dans le(s) pays tiers concerné(s) ?  
rep3 : Dans les deux ?  
rep4 : Ailleurs ?

rep5 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.2.3.6.** - fu - 7. Quels sont les publics visés par l'action décrite?

rep1 : Professionnels

rep2 : Grand public

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.3.1.** - fu - Partenaires de l'action8. Existe-t-il, en Europe, des organisations partenaires dans la mise en oeuvre de cette action ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.3.2.** - fm - Si oui, de quels types sont-elles ?

rep1 : Administration centrale publique

rep2 : Organisation publique

rep3 : Association

rep4 : Fondation

rep5 : Société commerciale

rep6 : Réseau

rep7 : Autre

**3a.3.3.** - fu - 9. Existe-t-il, dans les pays tiers, des organisations partenaires dans la mise en oeuvre de cette action ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.3.4.** - fm - Si oui, de quels types sont-elles ?

rep1 : Administration centrale publique

rep2 : Organisation publique

rep3 : Association

rep4 : Fondation

rep5 : Société commerciale

rep6 : Réseau

rep7 : Autre

**3a.4.1.** - ot - Budget et financement de l'action10. Quel est le budget alloué à cette action ? (Ordre de grandeur du budget global alloué à l'action en Keuros)

**3a.4.2.** - fu - 11. A quelle niveau est-elle gérée ?

rep1 : Gestion au niveau de votre pays

rep2 : Gestion au niveau du pays tiers

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.3.** - fu - 12. L'action bénéficie-t-elle de financements publics au niveau national ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.1.1.** - ot - Si oui, préciser :Nom des structures subventionnant l'action

**3a.4.1.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)

**3a.4.1.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %

**3a.4.1.4.** - fu - Ces financements sont-ils :

rep1 : Récurrent

rep2 : Ponctuel

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.4.** - fu - 13. L'action bénéficie-t-elle de financements publics au niveau européen ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.2.1.** - ot - Si oui, préciser :Nom des structures subventionnant l'action

**3a.4.2.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)

**3a.4.2.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %

**3a.4.2.4.** - fu - Ces financements sont-ils :

rep1 : Récurrent

rep2 : Ponctuel

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.5.** - fu - 14. L'action bénéficie-t-elle de financements publics au niveau international ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.3.1.** - ot - Si oui, préciser :Nom des structures subventionnant l'action

**3a.4.3.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)

**3a.4.3.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %

**3a.4.3.4.** - fu - Ces financements sont-ils :

rep1 : Récurrent

rep2 : Ponctuel

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.6.** - fu - 15. L'action bénéficie-t-elle de financements privés ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.4.1.** - ot - Si oui, préciser :Nom des structures subventionnant l'action

**3a.4.4.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)

**3a.4.4.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %

**3a.4.4.4.** - fu - Ces financements sont-ils :

rep1 : Récurrent

rep2 : Ponctuel

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.7.** - fu - 16. L'action est-elle financée par des ressources propres ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.5.1.** - ot - Si oui, préciser :Type de ressources propres

**3a.4.5.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)

**3a.4.5.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %

**3a.4.5.4.** - fu - Ce type de financement par ressources propres est-il :

rep1 : Récurrent

rep2 : Ponctuel

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.8.** - fu - 17. L'action bénéficie-t-elle d'autres types de financements ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.4.6.1.** - ot - Si oui, préciser :Type(s) d'autres financement

**3a.4.6.2.** - ot - Montant en euros (ordre de grandeur)

**3a.4.6.3.** - ot - Part dans le budget de l'action en %

**3a.4.6.4.** - fu - Ce type de financement est-il :

rep1 : Récurrent

rep2 : Ponctuel

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.5.1.** - fu - Lien avec un programme<sup>18</sup>. Cette action s'intègre-t-elle dans un (ou des) programme(s) ?

rep1 : Oui

rep2 : Non

rep3 : Ne sais pas (par défaut)

**3a.5.1.1a.** - ot - Si oui, merci de nous renseigner brièvement sur ces programmes  
{br}Titre du programme 1

**3a.5.1.1b.** - fm - Type de programme

rep1 : Programme régional

rep2 : Programme national

rep3 : Programme européen

rep4 : Programme international

rep5 : Autre

**3a.5.1.2a.** - ot - Titre du programme 2

**3a.5.1.2b.** - fm - Type de programme

rep1 : Programme régional

rep2 : Programme national

rep3 : Programme européen

rep4 : Programme international

rep5 : Autre

**3a.5.1.3a.** - ot - Titre du programme 3

**3a.5.1.3b.** - fm - Type de programme

rep1 : Programme régional

rep2 : Programme national

rep3 : Programme européen

rep4 : Programme international

rep5 : Autre

## 4. Coordonnées et présentation de votre structure

---

4.1.1. - ot - Coordonnées1. Nom de la structure

4.1.2. - ot - Adresse (rue)

4.1.3. - ot - Adresse (code postal)

4.1.4. - ot - Adresse (ville)

4.1.5. - fu - Pays

4.1.6. - ot - Téléphone

4.2.1. - ot - 2. Pourriez-vous nous indiquer vos coordonnées pour que nous puissions éventuellement vous contacter ?Nom

4.2.2. - ot - Mail

4.2.3. - ot - Fonction et/ou titre

4.3.1. - fu - 3. Quelle est votre structure juridique?

rep1 : Administration centrale publique

rep2 : Organisation publique

rep3 : Association

rep4 : Fondation

rep5 : Société commerciale

rep6 : Mixte

rep7 : Autre

rep8 : Ne sais pas (par défaut)

4.3.2a. - ot - 4. Quels sont les principales missions de votre structure ?

4.3.2b. - fm - 5. Quels sont les principaux domaines d'intervention de votre structure ?

rep1 : Culture et audiovisuel

rep2 : Autres

4.3.2c. - ot - Si autres, préciser lesquels :

4.3.3. - ot - 6. Quel est le budget global de votre structure en Keuros (ordre de grandeur)?

4.3.4. - otm - 7. Quels sont les moyens humains de votre structure?

rep1 : Moyens (en nombre de personnes)

line ligne1 : Nombre de permanents

line ligne2 : Nombre de contractuels

line ligne3 : Nombre de bénévoles et/ou stagiaires

4.3.5. - ot - 8. Avez-vous des remarques complémentaires pouvant nous aider à mieux comprendre votre structure ?

**4.3.6.** - fu - 9. Précisez le cas échéant le pays que vous représentez à l'étranger

NONE : Aucun  
rep1 : Allemagne  
rep2 : Autriche  
rep3 : Belgique  
rep4 : Danemark  
rep5 : Espagne  
rep6 : Italie  
rep7 : Finlande  
rep8 : France  
rep9 : Grèce  
rep10 : Islande  
rep11 : Irlande  
rep12 : Liechtenstein  
rep13 : Luxembourg  
rep14 : Norvège  
rep15 : Royaume Uni  
rep16 : Suède  
rep17 : Pays-Bas  
rep18 : Portugal

### 5.3. Annexe 3 : Guide d'entretien avec les décideurs (version française)

<Note : CESCO = Coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel avec les pays tiers non membres de l'Union et non candidats

#### **Préambule: rappel des objectifs et du champ de la mission et des objectifs de l'entretien**

#### **I Présentation de la structure**

#### **A Organisation de la structure**

##### **Compétences et missions**

Quelles sont les différentes compétences et différentes missions de votre structure ?

Quelles sont vos compétences spécifiques en matière de CESCO ? (domaines et modalités d'intervention)

Quelles sont vos missions spécifiques en matière de CESCO ?

Menez-vous certaines missions en propres ? Si oui, lesquelles ?

En menez-vous d'autres avec d'autres organisations ? Si oui, quelles sont ces organisations ? Pour quelles missions ?

##### **Modalités d'élaboration de la CESCO**

Comment est élaborée votre CESCO ?

Par qui ? (acteurs de la structure, d'autres structures)

A quelle échéance (programmation annuelle ou pluriannuelle)?

Quels sont les différents critères pour l'élaboration de cette programmation ? (directives nationales, coût des actions, attentes des pays tiers, etc.)

De façon générale, comment les attentes des pays tiers sont-elles prises en



compte ?

### **Programmes et actions (généralités)**

Vos missions en matière de CESCO sont-elles mises en œuvre sous forme de programmes déclinés en actions? Directement sous forme d'actions?

\* Si vous mettez en œuvre des programmes:

- quels sont-ils ?
- comment sont-ils déclinés en actions ?

\* Si vous ne menez que des actions:

- quelles sont-elles ?

Liens avec les organismes externes

### **Modalités de mise en œuvre et suivi de la CESCO (de façon générale)**

Comment vos programmes et actions sont-ils suivis ? (sur un plan financier et opérationnel)

Font-ils l'objet de contrôles et d'évaluations? Si oui, par qui?

Avez-vous obligation de rendre des comptes à une autre organisation? Si oui, laquelle?

## **B Moyens financiers**

### **Budget global**

Quel est le budget annuel global de votre structure?

Ce budget a-t-il évolué? Va-t-il évoluer? De quelle façon?

### **Enveloppe budgétaire dédiée à la CESCO**

Quel est le budget annuel global dédié à la CESCO ? (*valeur absolue et relative*)

Ce budget a-t-il évolué? Va-t-il évoluer? De quelle façon?

Comment est-il déterminé? Selon quels critères? Avec quelles contraintes?

### **Sources de financement**

Quelles sont vos sources de financement pour la mise en œuvre de la CESCO? (fonds propres, État, UE, fonds privés, commercialisation, autres)

Quelle est la part respective de ces différentes sources?

Cette répartition a-t-elle évolué? Va-t-elle évoluer?

### **Postes de charges et de dépenses**

Quelles sont vos principales charges et dépenses?

Si vous versez des subventions à des organismes externes:

A quels organismes? A quels organismes menant des actions en matière de CESCO?

Pour quels montants?

Pour quelles raisons?

### **Comptabilité analytique**

Disposez-vous d'une comptabilité analytique pour vos missions de CESCO?

Si oui, quelle est votre répartition budgétaire par domaines d'intervention (recettes affectées / dépenses)?

## **C Les moyens humains**

Combien de personnes travaillent dans votre structure ?

Combien de personnes travaillent exclusivement sur les programmes et actions de coopération culturelle extérieure ?

Pour chacune de ces personnes:

- fonction

- statut

- particularités / reste du personnel

**D Liens avec les organismes rattachés**

Existe-t-il d'autres organismes mettant directement en œuvre la CESCA élaborée par votre structure ?

Si oui, lesquels?

Dans quels domaines ?

Quels sont les programmes et actions "délégués" à ces organismes?

Quels sont vos liens avec ces structures: orientation, délégation de missions, liens financiers, contrôle, suivi, ...

Serait-il pertinent de contacter certains de ces organismes? Si oui, lesquels (+ contact)?

**II Programmes et actions mis en œuvre par la structure**

**A Programmes propres menés en direct**

*Revue des programmes et actions cités dans le questionnaire préalable*

Si vous mettez en œuvre des programmes se déclinant en actions:

combien de programmes?

s'agit-il de programmes culturels?

s'agit-il de programmes de coopération intégrant un volet culturel?

dans quels domaines?

quelles sont les actions de ces programmes?

quels sont les pays tiers concernés?

depuis combien de temps existent-ils?

par qui sont-ils mis en œuvre et suivis ? (sur un plan financier et opérationnel)

Si vous mettez en œuvre uniquement des actions:

combien d'actions?

s'agit-il d'actions culturelles?

s'agit-il d'actions de coopération intégrant un volet culturel?

dans quels domaines?

quels sont les pays tiers concernés?

depuis combien de temps existent-elles?

par qui sont-elles mises en œuvre et suivies ? (sur un plan financier et opérationnel)

Quels sont vos critères pour juger qu'une action ou un programme est satisfaisant?

D'après ces critères, quelles sont les forces et faiblesses de ces programmes et actions?

Prenez-vous en compte la satisfaction des pays tiers? Si oui, quand (a priori, a posteriori) et comment?

Rencontrez-vous des freins ans la mise en œuvre de ces programmes et actions? (exemple: ressources financières faibles, publics visés, pays tiers, retour sur investissement, ...)

## **B Programmes ou actions délégués**

Délégez-vous la gestion de certains programmes ou actions à des organismes externes?

Si oui, quels programmes? Quelles actions?

A quels organismes?

Pour quelles raisons ces programmes ou actions sont-ils délégués? (ressources internes insuffisantes, ...)

**C Programmes ou actions menés pour le compte d'autres organisations**

Menez-vous des programmes ou des actions pour le compte d'autres organisations?

Si oui:

Pour le compte de qui (Ministère, CE, organisations internationales, ...)?

Quels programmes?

Pour chaque programme:

pourquoi une gestion "pour le compte de"?

mode d'implication

domaines

budgets

pays tiers visés

**D Programmes menés en commun avec d'autres pays**

Menez-vous des programmes ou des actions en commun avec d'autres pays?

Si oui:

Quels programmes?

Pour chaque programme:

avec quels pays?

pourquoi une gestion commune?

mode d'implication

domaines

budgets

pays tiers visés

### **III Organisation globale**

#### **A Identification précise des acteurs nationaux / communautaires**

\* Autres acteurs publics nationaux

\* Autres acteurs publics régionaux

\* Autres acteurs publics locaux

\* Acteurs privés

Pour chacun de ces acteurs:

nom

type de structure

compétences

rôles

mode et domaine d'intervention

programmes et actions éventuellement connus

moyens humains et financiers

rôle et place dans le paysage de la CESCA (formel et informel)

liens entre la structure interrogée et ces différents acteurs (orientations, liens financiers, ...)

avis sur l'autonomie des différents acteurs nationaux de la CESCA

## **B Autres acteurs sur le territoire national**

Quels relais communautaire de la CESCA existent dans votre pays (nombre, type de structure, domaine d'intervention) ?

Existe-t-il des délégations de la Commission européenne dans votre pays et jouent-elles un rôle dans votre CESCA ?

## **C Jeu des acteurs et visibilité de la CESCA (niveaux national et communautaire)**

### **Acteurs de la CESCA**

Qui sont le ou les acteurs centraux de la CESCA sur le territoire national / communautaire?

Pourquoi sont-ils d'après vous des acteurs centraux?

Qui met prioritairement en œuvre la CESCA sur le territoire national / communautaire?

### **Visibilité de la CESCA**

A votre avis, la CESCA est-elle clairement identifiée sur le territoire national / communautaire?

Existe-t-il des informations sur la CESCA au niveau national / communautaire? Si oui:

sur quoi porte-t-elle?

quelle est son utilité?

par qui est-elle émise?

est-elle suffisante ou serait-il nécessaire de disposer d'une autre / meilleure information? Pour quelles raisons?

## **IV Les orientations stratégiques (structure + perception nationale)**

### **A Orientations stratégiques actuelles**

#### **Orientations stratégiques de la structure**

Quels sont vos objectifs généraux en matière de CESCO? Sont-ils formalisés?

Quels sont vos objectifs prioritaires actuels en matière de CESCO? Sont-ils formalisés?

Quels sont vos domaines d'intervention prioritaires? (contenu)

Quels sont vos mode d'intervention prioritaires? (contenant)

L'élaboration de partenariats nationaux ou européens fait-elle partie de vos priorités?

Avec quels pays tiers travaillez-vous prioritairement? Pour quelles raisons?

Quelles sont les logiques sous-jacentes à votre stratégie? (contexte historique, marché, ...)

#### **Orientations stratégiques des autres acteurs nationaux**

A votre avis, les autres acteurs nationaux partagent-ils les mêmes orientations que vous?

Quelles autres orientations sont affichées ou perceptibles?

### **B Orientations stratégiques à plus long terme**

Quels sont les points forts et zones d'amélioration de votre structure en matière de CESCO? En quoi?

Comment les points faibles peuvent-ils être atténués?

Quels sont vos objectifs prioritaires à plus long terme?

Quelles sont vos orientations à plus long terme concernant: (expliquez pourquoi)



- les domaines?
- les types d'interventions?
- les pays tiers?

A votre avis, vos orientations à plus long terme sont-elles partagées?

### **C Cohérence nationale**

Sentiment d'une cohérence des programmes et actions menés? En quoi?

D'après vous, existe-t-il des convergences, des divergences, des complémentarités entre les stratégies conduites? Entre les programmes et actions mis en œuvre?

Existe-t-il une coordination entre acteurs nationaux (groupe de réflexion, lobbying...)?

Existe-t-il une volonté de développer des programmes communs ? Des actions communes?

A votre avis, la mise en œuvre de la CESCA sur le territoire national est-elle, par rapport aux autres États, spécifique, différenciée? En quoi?

### **D Convergence avec les autres pays**

Sentiment d'une cohérence des programmes et actions menés? En quoi?

Identification de convergences, divergences, complémentarités entre les stratégies conduites? Entre les programmes et actions mis en œuvre?

entre le niveau national et le niveau communautaire

entre les niveaux nationaux

Existe-t-il une coordination entre acteurs européens (groupe de réflexion, lobbying...)?

Existe-t-il une volonté de développer des programmes communs ? Des actions communes?

## **V Attentes à l'égard de l'Europe en matière de CESCA**

Les institutions européennes ont-elles vocation à intervenir plus fortement dans ce secteur? Si oui:

- quelles institutions?
- en quoi?
- de quelle manière?

Avez-vous des attentes à l'égard des institutions européennes? Si oui, lesquelles? (domaines, modes d'intervention, ...)

Avez-vous des attentes à l'égard d'autres acteurs? Lesquels? (domaines, modes d'intervention, ...)

Quels pourraient être les composants d'une stratégie européenne en matière de coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel?

## **VI Rappel des documents et informations complémentaires à obtenir**

### **5.4. Annexe 4 : Guide d'entretien préalable à destination des décideurs (version française)**

## **I Champ d'intervention de la structure**

*Pouvez-vous décrire succinctement vos missions générales ?*

*En matière de politique de coopération culturelle extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel avec les pays tiers à l'Europe, pouvez-vous décrire le champ d'intervention de votre structure ?*

- liste de vos programmes, culturel ou de coopération extérieure ayant un volet culturel

- pour chacun de ces programmes:

- \* description succincte et indication du nombre d'actions par programme
- \* ce programme est-il mené en commun avec d'autres décideurs ?
- \* description d'une à deux actions par programme, comprenant également le budget et les coordonnées de la personne contact

- liste des actions qui ne sont pas intégrées dans un programme + budget + coordonnées du contact pour chacune de ces actions

- financements octroyés par vous à d'autres organismes:

- \* noms et missions de ces organismes
- \* montant et objet de la subvention attribuée

## **II Identification des acteurs**

*Qui sont les acteurs centraux de la coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel au niveau national ?*

*Pouvez-vous identifier les acteurs qui, selon vous, ont un rôle majeur en matière de politique de coopération culturelle extérieure avec les pays tiers à l'Europe ?*

*Questions aux acteurs nationaux:*

Acteurs publics / Acteurs privés / Autres acteurs

pour chacun :

- missions générales

- missions spécifiques en matière de coopération extérieure dans les secteurs de la culture et de l'audiovisuel

- moyens financiers
- moyens humains
- interlocuteur, coordonnées et e-mail
- liens avec le décideur national et degré d'autonomie
- liens entre les différentes institutions + convergences et divergences observées

*Questions aux acteurs communautaires:*

Acteurs publics / Acteurs privés / Autres acteurs

pour chacun :

- missions
- moyens financiers
- moyens humains
- interlocuteur, coordonnées et e-mail
- liens avec le décideur national et degré d'autonomie
- liens entre les différentes institutions + convergences et divergences observées

### **III Documentation**

*Pouvez-vous, en vue de notre entretien et s'ils existent, préparer les documents suivants, ou tout autre document qu'il vous paraîtrait pertinent d'intégrer dans nos analyses ?*

- Rapports annuels pour les années 2000, 2001 et 2002
- Projections pour les années 2003 et éventuellement au-delà
- Études sur la coopération extérieure

- Articles de presse

- Autres

### 5.5. Annexe 5 : Questionnaire Acteurs reconstitué a posteriori

Qui					
<b>A 1</b>	<b>Quel est le pays d'origine de cet acteur ?</b>				
	<i>(Une seule réponse)</i>				
	<b>Allemagne</b>	<b>1</b>			
	<b>Autriche</b>	<b>2</b>			
	<b>Belgique</b>	<b>3</b>			
	<b>Danemark</b>	<b>4</b>			
	<b>Espagne</b>	<b>5</b>			
	<b>Finlande</b>	<b>6</b>			
	<b>France</b>	<b>7</b>			
	<b>Grèce</b>	<b>8</b>			
	<b>Irlande</b>	<b>9</b>			
	<b>Islande</b>	<b>1 0</b>			
	<b>Italie</b>	<b>1 1</b>			
	<b>Liechtenstein c</b>	<b>1 2</b>			
	<b>Luxembourg</b>	<b>1 3</b>			
	<b>Norvège</b>	<b>1 4</b>			

<b>Pays-Bas</b>	<b>1 5</b>
<b>Portugal</b>	<b>1 6</b>
<b>Royaume-Uni</b>	<b>1 7</b>
<b>Suède</b>	<b>1 8</b>
<b>Sans rattachement national (organisations internationales)</b>	<b>1 9</b>

**A  
2** **Quel est le statut de cet acteur ?**

*(Une seule réponse)*

<b>Ministère chargé de la culture</b>	<b>1</b>
<b>Ministère chargé des affaires étrangères</b>	<b>2</b>
<b>Autre administration centrale</b>	<b>3</b>
<b>Ambassade</b>	<b>4</b>
<b>Autorité publique régionale ou locale (conseil régional ou départemental, land)</b>	<b>5</b>
<b>Organisme public (structures déléguées, instituts culturels, etc.)</b>	<b>6</b>
<b>Organisation autonome à but non lucratif (sauf fondations et associations)</b>	<b>7</b>
<b>Association</b>	<b>8</b>
<b>Fondation</b>	<b>9</b>
<b>Entreprise de droit privé</b>	<b>1 0</b>
<b>Organisation internationale</b>	<b>1 1</b>
<b>Autre : préciser</b>	<b>1 2</b>

Information existante mais non  
obtenue (IENO) 1  
3

**A**  
**3** De quel type est la mission de  
cet acteur ?

*(Une seule réponse)*

Mission de coopération  
extérieure uniquement avec les  
Etats membres et les PECO 1

Mission de coopération  
extérieure uniquement avec des  
pays tiers en dehors des Etats  
membres et des PECO 2

Les deux 3

**A**  
**4** Où est situé cet acteur ?

*(Une seule réponse)*

Sur le territoire national,  
uniquement 1

A l'étranger, uniquement 2

A la fois sur le territoire national  
et à l'étranger 3

Information existante mais non  
obtenue (IENO) 4

**A**  
**5** Cet acteur est :

*(Une seule réponse)*

Tête de réseau / responsable de  
bureaux à l'étranger 1

Membre d'un réseau / bureau  
rattaché 2

Organisme indépendant 3

Réseau 4

Information existante mais non  
obtenue (IENO) 5

<b>A 6</b>	<b>De combien de structures membres (hors ambassades) cet acteur dispose-t-il ?</b>  <i>(Une réponse en clair)</i>					
----------------	--	--	--	--	--	--

Si c'est un membre d'un réseau ou un organisme indépendant ou un Ministère chargé des affaires étrangères qui n'a pas d'autre réseau que les ambassades, écrire 1

Si information existante non obtenue, ne rien écrire

<b>A 7</b>	<b>Dans combien de pays tiers, l'acteur est-il présent ?</b>  <i>(Une réponse en clair)</i>					
----------------	---	--	--	--	--	--

Si c'est un membre d'un réseau ou un organisme indépendant, écrire 0

Si information existante non obtenue, ne rien écrire

<b>A 8</b>	<b>Quelle est la position de cet acteur vis à vis des structures suivantes en termes de liens administratifs et financiers ?</b>  <i>(Une seule réponse par ligne)</i>				
	<b>Position amont</b>	<b>Position identique</b>	<b>Position aval</b>	<b>Pas de lien</b>	<b>IENO</b>

Ministère chargé de la culture	1	2	3	4	5
Ministère chargé des affaires étrangères	1	2	3	4	5
Autre administration centrale	1	2	3	4	5
Ambassade	1	2	3	4	5
Autorité publique régionale ou locale (conseil régional ou départemental, land)	1	2	3	4	5
Organisme public (structures déléguées, instituts culturels, etc.)	1	2	3	4	5
Organisation autonome à but non lucratif (sauf fondations et associations)	1	2	3	4	5



Association	1	2	3	4	5
Fondation	1	2	3	4	5
Entreprise de droit privé	1	2	3	4	5
Organisation internationale	1	2	3	4	5
Autre : préciser	1	2	3	4	5

A  
9

Quel est son effectif total ?

*(Une réponse en clair puis en tranches)*

Moins de 10 personnes

1

De 10 à 49 personnes

2

De 50 à 99 personnes

3

De 100 à 499 personnes

4

500 personnes et plus

5

Information existante mais non obtenue (IENO)

6

Information inexistante

7

==> Recherche complémentaire  
nécessaire

A  
1  
0

Quel est l' effectif dédié à la coopération culturelle extérieure ?

*(Une réponse en clair puis en tranches)*

Aucun

1

Moins de 5 personnes

2

De 5 à 9 personnes

3

De 10 à 49 personnes

4

De 50 à 99 personnes	5
100 personnes et plus	6
Information existante mais non obtenue (IENO)	7
Information inexistante	8

A  
1  
1

Quel est l'effectif (en équivalent temps plein) dédié à la CESCA ?

*(Une réponse en clair en millions d'euros puis en tranches)*

Aucun	1
Moins de 1 personne	2
De 1 à 4,9 personnes	3
De 5 à 9,9 personnes	4
De 10 à 49,9 personnes	5
50 personnes et plus	6
Information existante mais non obtenue (IENO)	7
Information inexistante	8

A  
1  
2

Quel est le montant de son budget annuel ?

*(Une réponse en clair en millions d'euros puis en tranches)*

Moins de 100 Keuros	1
De 101 Keuros à 499 Keuros	2
De 500 Keuros à 999 Keuros	3

De 1 Meuros à 9,9 Meuros	4	
De 10 Meuros à 99,9 Meuros	5	
De 100 Meuros à 499,9 Meuros	6	
De 500 Meuros à 999,9 Meuros	7	
1 Mdeuros et plus	8	
Information existante mais non obtenue (IENO)	9	
Information inexistante	1 0	==> Recherche complémentaire nécessaire

**A**  
**1**  
**3** Quel est le montant de son budget annuel dédié à la coopération culturelle extérieure (remarque spécifique aux Ministères : indiquer le budget hors financement d'acteurs ayant une activité internationale) ?

*(Une réponse en clair en millions d'euros puis en tranches)*

Moins de 50 Keuros	1
De 51 Keuros à 99 Keuros	2
De 101 Keuros à 499 Keuros	3
De 500 Keuros à 999 Keuros	4
De 1 Meuros à 9,9 Meuros	5
De 10 Meuros à 99,9 Meuros	6
De 100 Meuros à 499,9 Meuros	7
De 500 Meuros à 999,9 Meuros	8
1 Mdeuros et plus	9
Information existante mais non obtenue (IENO)	1 0
Information inexistante	1 1
Pas concerné	1

2

<b>A 1 4</b>	<b>Quelle a été son évolution au cours des cinq dernières années ?</b>								
	<i>(Une seule réponse)</i>								

- En augmentation 1
- Stable 2
- En baisse 3
- En dents de scie 4
- Information existante mais non obtenue (IENO) 5
- Information inexistante 6
- Pas concerné 7

<b>A 1 5</b>	<b>Quel est le montant estimé de son budget annuel dédié à la CESCA (remarque spécifique aux Ministères : hors financement d'acteurs ayant une activité de CESCA) ?</b>								
	<i>(Une réponse en clair en millions d'euros puis en tranches)</i>								

- Moins de 50 Keuros 1
- De 51 Keuros à 99 Keuros 2
- De 101 Keuros à 499 Keuros 3
- De 500 Keuros à 999 Keuros 4
- De 1 Meuros à 9,9 Meuros 5
- De 10 Meuros à 99,9 Meuros 6
- De 100 Meuros à 499,9 Meuros 7
- De 500 Meuros à 999,9 Meuros 8

1 Mdeuros et plus	9
Information existante mais non obtenue (IENO)	1 0
Information inexistante	1 1
Pas concerné	1 2

A  
1  
6

De quelle manière cet acteur est-il financé ?

*(Une seule réponse)*

Exclusivement par des ressources propres	1
Par un mix ressources propres / ressources externes	2
Exclusivement par des ressources externes	3
Information existante mais non obtenue (IENO)	4

A  
1  
7

Quelle est la part des ressources externes dans le budget annuel total (en %) ?

*(Si IENO, ne rien écrire)*

Ressources externes

A  
1  
8

Quelle est l'origine des ressources externes ?

*(Plusieurs réponses possibles)*

Ministère chargé de la culture	1
Ministère chargé des affaires étrangères	2
Autre administration centrale	3
Ambassade	4

<b>Autorité publique régionale ou locale (conseil régional ou départemental, land)</b>	<b>5</b>
<b>Organisme public (structures déléguées, instituts culturels, etc.)</b>	<b>6</b>
<b>Organisation autonome à but non lucratif (sauf fondations et associations)</b>	<b>7</b>
<b>Association</b>	<b>8</b>
<b>Fondation</b>	<b>9</b>
<b>Entreprise de droit privé</b>	<b>10</b>
<b>Organisation internationale</b>	<b>11</b>
<b>Union européenne</b>	<b>12</b>
<b>Budget de l'Etat (pour les Ministères)</b>	<b>13</b>
<b>Autre : préciser</b>	<b>14</b>
<b>Information existante mais non obtenue (IENO)</b>	<b>15</b>
<b>Pas concerné</b>	<b>16</b>

<b>A 1 9</b>	<b>Si les ressources externes sont publiques, quel est leur montant (en K€) ?</b>								
	<i>(une réponse en clair)</i>								



<b>A 2 0</b>	<b>Quelle est la nature de ces ressources externes publiques (en K€) ?</b>								
	<i>(Une seule réponse)</i>								

<b>Subvention de fonctionnement</b>	<b>1</b>
-------------------------------------	----------

Subvention allouée spécifiquement à des projets	2
Les deux	3
Information existante mais non obtenue (IENO)	4
Pas concerné	5

A 2 1	Dispose-t-il d'une comptabilité analytique qui isole les activités de CESCA ?					
	<i>(Une seule réponse)</i>					

Oui	1
Non	2
Information existante mais non obtenue (IENO)	3

A 2 2	En matière de reporting de son activité, quel genre de document est édité ?					
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO		

Un rapport annuel d'activité générale	1	2	3
Un rapport annuel d'activité sur la coopération culturelle extérieure	1	2	3
Un rapport de gouvernement sur la coopération culturelle extérieure	1	2	3
Un rapport annuel financier	1	2	3

Q u o i						
------------------	--	--	--	--	--	--

A 2 3	Quels sont ses domaines d'intervention ?					
-------------	---	--	--	--	--	--

<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO
Culturel	1	2	3
Audiovisuel et cinéma	1	2	3
Diplomatique	1	2	3
Aide au développement	1	2	3
Education et formation	1	2	3
Social	1	2	3
Autres : préciser	1	2	3

A 2 4	Quel est son domaine d'intervention principal ?				
	<i>(Une seule réponse)</i>				

Culturel	1
Audiovisuel et cinéma	2
Diplomatique	3
Aide au développement	4
Education et formation	5
Social	6
Autres : préciser	7
Aucun	8

A 2 5	Sa mission en matière de coopération culturelle extérieure est-elle formalisée ?				
	<i>(Une seule réponse)</i>				

oui	1
non	2
Information existante mais non	3



obtenue (IENO)

A 2 6	Si oui, comment est-elle formalisée ?					
	<i>(une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné	
	par un document interne à la structure	1	2	3	4	
	par un rapport annuel	1	2	3	4	
	par un document d'orientation politique propre	1	2	3	4	
	par une mention dans un document d'orientation politique	1	2	3	4	
	par un accord international	1	2	3	4	
	Autre : préciser :	1	2	3	4	
A 2 7	L'acteur définit-il lui-même ses objectifs en matière de CESCA ?					
	<i>(Une seule réponse)</i>					
	oui	1				
	oui, partiellement	2				
	non	3				
	Information existante mais non obtenue (IENO)	4				
A 2 8	Si non, qui lui fixe ses objectifs ?					
	<i>(une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné	
	Ministère chargé de la culture	1	2	3	4	
	Ministère chargé des affaires étrangères	1	2	3	4	

Autre administration centrale	1	2	3	4
Ambassade	1	2	3	4
Autorité publique régionale ou locale (conseil régional ou départemental, land)	1	2	3	4
Organisme public (structures déléguées, instituts culturels, etc.)	1	2	3	4
Organisation autonome à but non lucratif (sauf fondations et associations)	1	2	3	4
Association	1	2	3	4
Fondation	1	2	3	4
Entreprise de droit privé	1	2	3	4
Organisation internationale	1	2	3	4
Union européenne	1	2	3	4
Autre	1	2	3	4

A 2 9	Si oui, prend-il en compte les attentes des pays tiers ?					
	<i>(Une seule réponse)</i>					

Oui	1
Non	2
Information existante mais non obtenue (IENO)	3
Pas concerné	4

A 3 0	Quels sont ses objectifs en matière de CESCO (défini par lui-même ou par un autre acteur) ?					
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO		

Favoriser le dialogue, l'échange et la coopération entre les peuples	1	2	3
--	---	---	---

Promouvoir la diversité culturelle	1	2	3
Promouvoir et faire connaître la culture nationale dans les pays tiers	1	2	3
Promouvoir et faire connaître les cultures de pays tiers sur le sol national	1	2	3
Renforcer les expressions culturelles des pays tiers sur la scène internationale	1	2	3
Etablir des réseaux solides, utiles pour la coopération politique et économique du pays	1	2	3
Promouvoir la langue nationale	1	2	3
Renforcer la présence nationale dans le paysage audiovisuel international	1	2	3
Apporter une aide au développement	1	2	3
Jouer un rôle d'influence sur la scène internationale	1	2	3
Contribuer à la consolidation de la paix / prévenir les conflits	1	2	3
Mettre en place des sociétés civiles dans les pays tiers, aider à mettre en place la démocratie	1	2	3
Conserver le patrimoine	1	2	3
Promouvoir les industries culturelles nationales / renforcer les exportations culturelles	1	2	3
Autres : préciser	1	2	3

A  
3  
1

Parmi ces objectifs, y'en a-t-il un prioritaire ?

*(Une seule réponse)*

Aucun

1

<b>Favoriser le dialogue, l'échange et la coopération entre les peuples</b>	<b>2</b>
<b>Promouvoir la diversité culturelle</b>	<b>3</b>
<b>Promouvoir et faire connaître la culture nationale dans les pays tiers</b>	<b>4</b>
<b>Promouvoir et faire connaître les cultures de pays tiers sur le sol national</b>	<b>5</b>
<b>Renforcer les expressions culturelles des pays tiers sur la scène internationale</b>	<b>6</b>
<b>Etablir des réseaux solides, utiles pour la coopération politique et économique du pays</b>	<b>7</b>
<b>Promouvoir la langue nationale</b>	<b>8</b>
<b>Renforcer la présence nationale dans le paysage audiovisuel international</b>	<b>9</b>
<b>Apporter une aide au développement</b>	<b>10</b>
<b>Jouer un rôle d'influence sur la scène internationale</b>	<b>11</b>
<b>Contribuer à la consolidation de la paix / prévenir les conflits</b>	<b>12</b>
<b>Mettre en place des sociétés civiles dans les pays tiers, aider à mettre en place la démocratie</b>	<b>13</b>
<b>Conserver le patrimoine</b>	<b>14</b>
<b>Promouvoir les industries culturelles nationales / renforcer les exportations culturelles</b>	<b>15</b>
<b>Autres : préciser</b>	<b>16</b>
<b>Information existante mais non obtenue (IENO)</b>	<b>17</b>

A 3 2	Quelle est la raison principale de cet objectif prioritaire ?				
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné
	Lien historique	1	2	3	4
	La proximité géographique	1	2	3	4
	L'intérêt géopolitique	1	2	3	4
	L'intérêt économique (tourisme, accès au marché...)	1	2	3	4
	Vocation	1	2	3	4
	Autre : préciser	1	2	3	4

A 3 3	Quels pays tiers ou quelles zones géographiques concernent ses activités de CESCA ?				
	<i>écrire les pays en toutes lettres</i>	code			


Information existante mais non obtenue (IENO) 0

<b>ACP - Afrique Caraïbes Pacifique (sauf pays du sud de la Méditerranée, Australie, Nouvelle Zélande)</b>	<b>100</b>
<b>Amérique Latine (sauf Cuba et Caraïbes)</b>	<b>200</b>
<b>Asie (Sauf Japon et Corée)</b>	<b>300</b>
<b>Région du Golfe, Iran, Irak, et Yémen</b>	<b>400</b>
<b>Moyen Orient et Pays du sud de la Méditerranée</b>	<b>500</b>
<b>Etats-Unis et Canada</b>	<b>600</b>
<b>Japon, Corée, Australie et Nouvelle Zélande</b>	<b>700</b>
<b>Balkans</b>	<b>800</b>
<b>Russie et ex-pays de l'URSS</b>	<b>900</b>

<b>A 3 4</b>	<b>y'a-t-il un pays tiers ou une zone géographique prioritaire ?</b>				
	<i>(Une seule réponse, si aucun laisser vide)</i>	<b>code</b>			

--	--

<b>Information existante mais non obtenue (IENO)</b>	<b>0</b>
<b>Aucun</b>	<b>10</b>
<b>ACP - Afrique Caraïbes Pacifique (sauf pays du sud de la méditerranée, Australie, Nouvelle Zélande)</b>	<b>100</b>
<b>Amérique Latine (sauf Cuba et Caraïbes)</b>	<b>200</b>
<b>Asie (sauf Japon et Corée)</b>	<b>300</b>
<b>Région du Golfe, Iran, Irak, et Yémen</b>	<b>400</b>
<b>Moyen Orient et Pays du sud de</b>	<b>500</b>

la Méditerranée

Etats-Unis et Canada 600

Japon, Corée, Australie et Nouvelle Zélande 700

Balkans 800

Russie et ex-pays de l'URSS 900

A 3 5	Pour quelles raisons est-elle prioritaire ?				
		OUI	NON	IENO	Pas concerné
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>				

Héritage historique 1 2 3 4

Liens culturels forts 1 2 3 4

Proximité géographique 1 2 3 4

Motifs commerciaux 1 2 3 4

Réponse aux objectifs définis en matière de CESCO 1 2 3 4

Autres : préciser 1 2 3 4

A 3 6	Quel est le degré d'importance que l'acteur accorde à la coopération culturelle extérieure dans sa mission générale ?				
		<i>(une seule réponse)</i>			

C'est primordial, c'est son activité principale 1

C'est important, c'est une grande part de son activité 2

C'est secondaire, la coopération culturelle extérieure fait l'objet d'activités occasionnelles 3

C'est sans importance, la coopération culturelle extérieure fait rarement l'objet d'une activité 4

Information existante mais non obtenue (IENO) 5

A 3 7	Quel est le degré d'importance qu'il accorde à la CESCA dans la coopération culturelle extérieure ?					
	<i>(une seule réponse)</i>					

C'est primordial, c'est son activité principale 1

C'est important, c'est une grande part de son activité 2

C'est secondaire, la CESCA fait l'objet d'activités occasionnelles 3

C'est sans importance, la CESCA fait rarement l'objet d'une activité 4

Information existante mais non obtenue (IENO) 5

A 3 8	De quel ordre est sa compétence en matière de CESCA ?					
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO		

Stratégique 1 2 3

Financière 1 2 3

Opérationnelle 1 2 3

Compétence stratégique						
------------------------	--	--	--	--	--	--

A 3 9	Quel est le champ le plus large d'application de la stratégie ?					
	<i>(Une seule réponse)</i>					

A l'échelle nationale 1

A l'échelle régionale ou locale 2

A l'échelle de sa propre structure 3



Information existante mais non obtenue (IENO) 4

Pas concerné 5

A 4 0	En quoi consiste sa compétence stratégique ?				
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné
	Négociation d'accords bilatéraux	1	2	3	4
	Définition des lignes directrices/objectifs généraux en matière de coopération culturelle	1	2	3	4
	Définition de règles	1	2	3	4
	Autres : préciser	1	2	3	4

A 4 1	L'acteur définit-il ces lignes directrices/objectifs généraux de la stratégie en collaboration avec d'autres acteurs ?				
	<i>(une seule réponse)</i>				
	Oui	1			
	Non	2			
	Information existante mais non obtenue (IENO)	3			
	Pas concerné	4			

A 4 2	Si oui, avec qui ?				
	<i>(Une seule réponse par ligne) NB : lui-même, pas concerné</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné
	Ministère chargé de la culture	1	2	3	4
	Ministère chargé des affaires étrangères	1	2	3	4
	Autre administration centrale	1	2	3	4

Ambassade	1	2	3	4
Autorité publique régionale ou locale (conseil régional ou départemental, land)	1	2	3	4
Organisme public (structures déléguées, instituts culturels, etc.)	1	2	3	4
Organisation autonome à but non lucratif (sauf fondations et associations)	1	2	3	4
Association	1	2	3	4
Fondation	1	2	3	4
Entreprise de droit privé	1	2	3	4
Union européenne	1	2	3	4
Organisation internationale	1	2	3	4
Autre : préciser	1	2	3	4

A 4 3	A qui s'imposent les lignes directrices et objectifs définis ?				
	<i>(Une seule réponse par ligne) NB : à lui-même : pas concerné</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné
	Ministère chargé de la culture	1	2	3	4
	Ministère chargé des affaires étrangères	1	2	3	4
	Autres administrations centrales	1	2	3	4
	Ambassade	1	2	3	4
	Autorité publique régionale ou locale (conseil régional ou départemental, land)	1	2	3	4
	Organisme public (structures déléguées, instituts culturels, etc.)	1	2	3	4
	Organisation autonome à but non lucratif (sauf fondations et	1	2	3	4

associations)

Association	1	2	3	4
Fondation	1	2	3	4
A personne	1	2	3	4
Autre : préciser	1	2	3	4

**A**  
**4**  
**4**  
Quelle est la récence des lignes directrices et des objectifs généraux ?  
*(une seule réponse)*

Moins de 3 ans	1
3 à 5 ans	2
5 à 10 ans	3
10 à 20 ans	4
Plus de 20 ans	5
Information existante mais non obtenue (IENO)	6
Pas concerné	7

**A**  
**4**  
**5**  
Y a-t-il un suivi du respect des lignes directrices/objectifs généraux et des règles de la stratégie ?  
*(une seule réponse)*

Oui	1
Non	2
Information existante mais non obtenue (IENO)	3
Pas concerné	4

**A**  
**4**  
**6**  
Si oui, comment est assuré ce suivi ?

<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné
Grâce un programme de travail défini conjointement avec le/les acteurs concernés	1	2	3	4
Grâce à un rapport annuel	1	2	3	4
Grâce à un rapport par projet	1	2	3	4
Par des réunions périodiques	1	2	3	4
Autre : préciser	1	2	3	4

A 4 7	La stratégie déterminée par ces lignes directrices et objectifs généraux fait-elle l'objet d'une évaluation ?						
	<i>(une seule réponse)</i>						
	oui	1					
	non	2					
	Information existante mais non obtenue (IENO)	3					
	Pas concerné	4					

A 4 8	L'acteur négocie-t-il les accords bilatéraux en collaboration avec d'autres acteurs ?						
	<i>(une seule réponse)</i>						
	Oui	1					
	Non	2					
	Information existante mais non obtenue (IENO)	3					
	Pas concerné	4					

A 4 9	Si oui, avec qui ?						
	<i>(Une seule réponse par ligne) NB</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné		

<b>: avec lui-même : pas concerné</b>					<b>né</b>
<b>Ministère chargé de la culture</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
<b>Ministère chargé des affaires étrangères</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
<b>Autre administration centrale</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
<b>Ambassade</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
<b>Autorité publique régionale ou locale (conseil régional ou départemental, land)</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
<b>Organisme public (structures déléguées, instituts culturels, etc.)</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
<b>Organisation autonome à but non lucratif (sauf fondations et associations)</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
<b>Association</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
<b>Fondation</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
<b>Entreprise de droit privé</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
<b>Organisation internationale</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
<b>Autre : préciser</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	

<b>Compétence financière</b>					
<b>A 5 0</b>	<b>En quoi consiste sa compétence financière ?</b>				
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>IENO</b>	<b>Pas concerné</b>
	<b>Financement d'organismes délégués</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
	<b>Octroi de subventions de fonctionnement à d'autres structures</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
	<b>Octroi de subventions par projet</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>

Octroi de bourses	1	2	3	4
Octroi de prêts	1	2	3	4
Mise à disposition d'infrastructures	1	2	3	4
Autres : préciser	1	2	3	4

A 5 1	Qui sont les bénéficiaires des financements?				
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné

Des artistes/regroupements d'artistes	1	2	3	4
Des étudiants/professeurs/chercheurs	1	2	3	4
Des organismes publics	1	2	3	4
Des organismes privés	1	2	3	4
Autres : préciser	1	2	3	4

A 5 2	Quelle est leur caractéristique ?				
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné

Acteurs nationaux basé sur le territoire national	1	2	3	4
Acteurs nationaux dans les pays tiers	1	2	3	4
Acteurs des pays tiers sur le territoire national	1	2	3	4
Acteurs des pays tiers dans les pays tiers	1	2	3	4

A 5 3	Quelle démarche l'acteur suit-il ?				
-------------	------------------------------------	--	--	--	--

<i>(une seule réponse)</i>					
	Il octroie des financements occasionnels	1			
	Il octroie des financements récurrents	2			
	Les deux	3			
	Information existante mais non obtenue (IENO)	4			
	Pas concerné	5			
A 5 4	Quels sont ses critères d'octroi des financements ?				
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné
	La qualité	1	2	3	4
	La pertinence par rapport à ses objectifs généraux	1	2	3	4
	La durabilité	1	2	3	4
	Le plan financier/ budget prévisionnel	1	2	3	4
	Le mode de mise en œuvre	1	2	3	4
	Le lieu géographique	1	2	3	4
	L'impact potentiel	1	2	3	4
	La visibilité	1	2	3	4
	Réponse à une attente d'un pays tiers	1	2	3	4
	Vocation de la structure financée	1	2	3	4
Autres : préciser	1	2	3	4	
A 5 5	Existe-t-il une procédure de suivi des financements de CESCA octroyés ?				

*(une seule réponse)*

- oui 1
- non 2
- Information existante mais non obtenue (IENO) 3
- Pas concerné 4

**A  
5  
6** Comment sont suivis les acteurs/actions financés?

*(Une seule réponse par ligne)*

	OUI	NON	IENO	Pas concerné
--	-----	-----	------	--------------

- |  |   |   |   |   |
|--|---|---|---|---|
| Grâce à un programme de travail          | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Grâce à un rapport annuel                | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Grâce un rapport exclusivement financier | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Grâce à un rapport par projet            | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Par des réunions régulières              | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Autre : préciser                         | 1 | 2 | 3 | 4 |

**A  
5  
7** Les acteurs/actions financés font-ils l'objet d'une évaluation ?

*(une seule réponse)*

- oui 1
- non 2
- Information existante mais non obtenue (IENO) 3
- Pas concerné 4

**A  
5  
8** Quels sont les domaines culturels qui font l'objet de financement ?



<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné
Arts vivants et du spectacle	1	2	3	4
Arts plastiques et visuels	1	2	3	4
Cinéma et audiovisuel	1	2	3	4
Livre et lecture	1	2	3	4
Multimédia	1	2	3	4
Musique	1	2	3	4
Patrimoine	1	2	3	4
Autres : préciser	1	2	3	4

**A  
5  
9** Quel est le domaine culturel qui fait l'objet du financement le plus important ?  
*(une seule réponse)*

Arts vivants et du spectacle	1
Arts plastiques et visuels	2
Cinéma et audiovisuel	3
Livre et lecture	4
Multimédia	5
Musique	6
Patrimoine	7
Autres : préciser	8
Information existante mais non obtenue (IENO)	9
Pas concerné	10

Compétence opérationnelle							
A 6 0	En quoi consiste sa mission opérationnelle ?  <i>(Une seule réponse par ligne)</i>	Oui de façon ponctuelle	Oui, de façon récurrente	Oui de façon ponctuelle et récurrente	Non	IENO	Pas concerné
	Organisation d'événements hors festivals (expositions, spectacles...)	1	2	3	4	5	6
	Festivals hors festivals cinématographiques	1	2	3	4	5	6
	Festivals cinématographiques	1	2	3	4	5	6
	Echanges d'artistes	1	2	3	4	5	6
	Echanges d'étudiants/professeurs/chercheurs	1	2	3	4	5	6
	Exportation de savoir-faire	1	2	3	4	5	6
	Cours de langue	1	2	3	4	5	6
	Formation professionnelle	1	2	3	4	5	6
	Relais (aide à la prise de contacts)	1	2	3	4	5	6
	Séminaires, conférences	1	2	3	4	5	6
	Autre : préciser	1	2	3	4	5	6
A 6 1	Ses interventions sont-elles ciblées géographiquement ?  <i>(une seule réponse)</i>						
	Oui	1					
	Non	2					
	Information existante mais non obtenue (IENO)	3					
	Pas concerné	4					

A  
6  
2

Quels pays tiers ou quelles zones géographiques concernent ses activités de CESCA ?

*écrire les pays en toutes lettres*

c  
o  
d  
e


Pas concerné

0

IENO

0

ACP - Afrique Caraïbes Pacifique (sauf pays du sud de la Méditerranée, Australie, Nouvelle Zélande)

100

Amérique Latine (sauf Cuba et Caraïbes)

200

Asie (Sauf Japon et Corée)

300

Région du Golfe, Iran, Irak, et Yémen

400

Moyen Orient et Pays du sud de la Méditerranée

500

Etats-Unis, Canada, Suisse

600

Japon, Corée, Australie et  
Nouvelle Zélande 700

Balkans 800

Russie et ex-pays de l'URSS 900

A  
6  
3

Où ses interventions ont-elles  
lieu (hors échanges d'artistes) ?

*(une seule réponse)*

Dans les pays tiers uniquement 1

Sur le sol national uniquement 2

Les deux 3

Information existante mais non  
obtenue (IENO) 4

Pas concerné 5

A  
6  
4

Ses interventions concernent-  
elles un ou plusieurs secteurs  
culturels spécifiques ?

*(une seule réponse)*

Elles concernent un seul ou  
plusieurs secteurs culturels 1

Elles concernent des activités  
ayant une dimension culturelle 2

Les deux 3

Information existante mais non  
obtenue (IENO) 4

Pas concerné 5

A  
6  
5

Si oui, quels secteurs sont  
concernés ?

*(Une seule réponse par ligne)*

OUI

NON

IENO

Pas  
concer  
né

Arts vivants et du spectacle

1

2

3

4

Arts plastiques et visuels	1	2	3	4
Cinéma et audiovisuel	1	2	3	4
Livre et lecture	1	2	3	4
Multimédia	1	2	3	4
Musique	1	2	3	4
Patrimoine	1	2	3	4
Education	1	2	3	4
Recherche	1	2	3	4
Société civile	1	2	3	4
Autre : préciser	1	2	3	4

A  
6  
6

Quelle démarche utilise-t-il pour ses actions de CESCA ?

*(Une seule réponse par ligne)*

OUI

NON

IENO

Pas  
concerné

Il prend des initiatives propres sous forme de programmes

1

2

3

4

Il prend des initiatives propres sous forme d'actions ponctuelles

1

2

3

4

Il répond à des sollicitations de son organisme de rattachement

1

2

3

4

Il répond à des sollicitations de particuliers porteurs de projet à la recherche d'un partenaire

1

2

3

4

Il répond à des sollicitations de structures porteuses de projet à la recherche de partenaire

1

2

3

4

Il répond à des sollicitations de pays tiers

1

2

3

4

Autre : préciser

1

2

3

4

A 6 7	Ses initiatives propres se traduisent-elles :					
	<i>(Une seule réponse)</i>					

- |   |   |
|---|---|
| le plus souvent par des programmes            | 1 |
| le plus souvent par des actions ponctuelles   | 2 |
| équilibre                                     | 3 |
| Information existante mais non obtenue (IENO) | 4 |
| Pas concerné                                  | 5 |

A 6 8	Quels sont ses critères de choix d'une action de CESCA ?				
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné

- |  |   |   |   |   |
|--|---|---|---|---|
| La qualité   | 1 | 2 | 3 | 4 |
| La pertinence par rapport à ses objectifs généraux | 1 | 2 | 3 | 4 |
| La durabilité                                      | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Le plan financier/ budget prévisionnel             | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Le mode de mise en œuvre                           | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Le lieu géographique                               | 1 | 2 | 3 | 4 |
| L'impact potentiel                                 | 1 | 2 | 3 | 4 |
| La visibilité                                      | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Autre : préciser                                   | 1 | 2 | 3 | 4 |

A 6 9	Existe-t-il une procédure de suivi des actions de CESCA qu'il met en œuvre ?				
	<i>(Une seule réponse)</i>				

oui	1
non	2
Information existante mais non obtenue (IENO)	3
Pas concerné	4

A 7 0	Si oui, quelle forme prend-elle ?				
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné
	Rapport annuel sur l'ensemble de l'activité de la structure	1	2	3	4
	Rapport financier	1	2	3	4
	Rapport par projet	1	2	3	4
	Revue de presse	1	2	3	4
	Autre : préciser	1	2	3	4

A 7 1	Les actions mises en œuvre font-elles l'objet d'une évaluation ?				
	<i>(Une seule réponse)</i>				
	Oui	1			
	Non	2			
	Information existante mais non obtenue (IENO)	3			
	Pas concerné	4			

A 7 2	Dans le cadre du financement de ses actions, bénéficie-t-il de déductions fiscales ?				
	<i>(Une seule réponse)</i>				
	Oui	1			

Non	2
Information existante mais non obtenue (IENO)	3
Pas concerné	4

A 7 3	Globalement, la structure travaille-t-elle plutôt seule ou plutôt en partenariat avec d'autres acteurs ?				
	<i>(Une seule réponse)</i>				

En partenariat	1
Seule	2
Les deux	3
Information existante mais non obtenue (IENO)	4
Pas concerné	5

A 7 4	Si oui, quels sont ses partenaires ?				
	<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	OUI	NON	IENO	Pas concerné

Des administrations centrales sur le sol national	1	2	3	4
D'autres autorités publiques sur le sol national	1	2	3	4
Des relais/antennes à l'étranger d'acteurs nationaux	1	2	3	4
D'autres acteurs sur le sol national (associations, fondation, etc.)	1	2	3	4
Des acteurs de pays tiers dans les pays tiers	1	2	3	4
Des acteurs de pays tiers présents sur le territoire national	1	2	3	4
Des organisations	1	2	3	4



internationales

Autre : préciser 1 2 3 4

Attentes vis à vis de l'UE

A 7 5	Quelle est l'opinion à l'égard du renforcement du rôle de l'Union européenne dans le domaine de la CESCA ?					
	<i>(Une seule réponse par colonne)</i>					
		Très favorable	Plutôt favorable	Plutôt défavorable	Très défavorable	IENO
	Rôle politique	1	2	3	4	5
	Rôle financier	1	2	3	4	5
Rôle opérationnel	1	2	3	4	5	

A 7 6	Quelle est l'opinion à l'égard de la création de nouvelles structures culturelles au niveau communautaire ?					
	<i>(Une seule réponse)</i>					

Très favorable	1
Plutôt favorable	2
Plutôt défavorable	3
Très défavorable	4
Information existante mais non obtenue (IENO)	5

A 7 7	Quelle est l'opinion à l'égard d'une implication accrue des délégations de la Commission européenne en tant que coordinateur des actions conduites par les Etats membres dans les pays tiers en matière de CESCA ?					
	<i>(Une seule réponse)</i>					

Très favorable	1
Plutôt favorable	2
Plutôt défavorable	3

Très défavorable	4
Information existante mais non obtenue (IENO)	5

### 5.6. Annexe 6 : Questionnaire Pays reconstitué a posteriori

Signalétique générale	
Q 1	A quel pays faisons-nous référence ?  (Une seule réponse)
	Allemagne 1
	Autriche 2
	Belgique 3
	Danemark 4
	Espagne 5
	Finlande 6
	France 7
	Grèce 8
	Irlande 9
	Islande 1 0
	Italie 1 1
	Liechtenstein 1 2
	Luxembourg 1 3

Novège	1 4
Pays-Bas	1 5
Portugal	1 6
Royaume-Uni	1 7
Suède	1 8

**Q 2** Quel est le PIB 2002 ?  
(réponse en clair)

en milliards d'euros

**Q 3** Quel est le nombre d'habitants 2002 ?  
(réponse en clair)

**Orientation et formalisation de la CESCA au niveau politique**

**Q 4** La politique culturelle extérieure est intégrée :  
(Une seule réponse)

Exclusivement dans la politique étrangère	1
Plutôt dans la politique étrangère	2
A la fois dans la politique étrangère et dans la politique culturelle	3
Plutôt dans la politique	4

culturelle

Exclusivement dans la politique culturelle 5

Information existante non obtenue (IENO) 6

**Q 5** La CESCA est-elle encadrée par une stratégie au niveau national :

*(Une seule réponse)*

Formalisée et claire 1

Formalisée mais peu claire 2

Non formalisée mais claire 3

Non formalisée et peu claire 4

Information existante non obtenue (IENO) 5

**Q 6** Si elle est formalisée, sous quelle forme ?

*(Une seule réponse)*

Un document d'orientation politique 1

Un programme de travail (ex. d'une structure dédiée à la CESCA) 2

Autre : préciser 3

Information existante non obtenue (IENO) 4

Pas concerné 5

**Q 7** Le pays a-t-il signé des accords bilatéraux avec des pays tiers ?

Oui 1

Non 2

Information existante non 3

obtenue (IENO)

**Q  
8** Combien d'accords bilatéraux le pays a-t-il signé ?

*(Réponse en clair)*

Si le pays n'a pas signé d'accords, écrire 0

Si information existante non obtenue (IENO), ne rien écrire

**Q  
9** Quel est le rôle des accords bilatéraux ?

*(Plusieurs réponses possibles)*

- |  |   |
|--|---|
| Instrument assurant un cadre juridique                             | 1 |
| Instrument structurant les actions de CESCO de façon systématique  | 2 |
| Instrument structurant les actions de CESCO de façon occasionnelle | 3 |
| Information existante non obtenue (IENO)                           | 4 |
| Pas concerné   | 5 |

**Q  
10** Comment sont considérés les accords bilatéraux ?

*(Une seule réponse)*

- |  |   |
|--|---|
| Désuets, car plus invoqués dans le cadre de relations de CESCO | 1 |
| Actifs, car invoqués régulièrement                             | 2 |
| Ne se prononce pas   | 3 |
| Pas concerné   | 4 |

**Q  
11** De manière générale, les accords bilatéraux (ou programmes opérationnels qui les accompagnent)

sont-ils revus ?

*(Une seule réponse)*

Tous les ans	1
Tous les 2 à 5 ans	2
A une fréquence supérieure ou égale à 6 ans	3
Jamais	4
Information inexistante	5
Information existante non obtenue (IENO)	6
Pas concerné (si aucun accord)	7

Q  
1  
2

Est-ce que le pays a signé des accords de coproduction audiovisuelle ?

*(Une seule réponse)*

Oui	1
Non	2
Information existante non obtenue (IENO)	3

Q  
1  
3

Combien d'accords de coproduction le pays a-t-il signé ?

*(Réponse en clair)*

Si le pays n'a pas signé d'accords de coproduction, écrire 0

Si information existante non obtenue (IENO), ne rien écrire

Q  
1  
4

Quel est le degré d'importance des objectifs suivants ?

*(Une seule réponse par ligne)*

Très important	Assez important	Peu important	Pas du tout important	IENO
----------------	-----------------	---------------	-----------------------	------

<b>Favoriser le dialogue, l'échange et la coopération entre les peuples</b>	1	2	3	4	5
<b>Promouvoir la diversité culturelle</b>	1	2	3	4	5
<b>Promouvoir et faire connaître la culture nationale dans les pays tiers</b>	1	2	3	4	5
<b>Promouvoir et faire connaître les cultures de pays tiers sur le sol national</b>	1	2	3	4	5
<b>Renforcer les expressions culturelles des pays tiers sur la scène internationale</b>	1	2	3	4	5
<b>Etablir des réseaux solides, utiles pour la coopération politique et économique du pays</b>	1	2	3	4	5
<b>Promouvoir la langue nationale</b>	1	2	3	4	5
<b>Renforcer la présence nationale dans le paysage audiovisuel international</b>	1	2	3	4	5
<b>Apporter une aide au développement</b>	1	2	3	4	5
<b>Jouer un rôle d'influence sur la scène internationale</b>	1	2	3	4	5
<b>Contribuer à la consolidation de la paix / prévenir les conflits</b>	1	2	3	4	5
<b>Mettre en place des sociétés civiles dans les pays tiers, aider à mettre en place la démocratie</b>	1	2	3	4	5
<b>Conserver le patrimoine</b>	1	2	3	4	5
<b>Promouvoir les industries culturelles nationales / renforcer les exportations culturelles</b>	1	2	3	4	5
<b>Autres : préciser</b>	1	2	3	4	5

Q  
1  
5

Les objectifs sont-ils définis ?

*(Une seule réponse)*

Par pays tiers	1
Par zone géographique	2
Sans distinction géographique	3
Les deux	4
Information existante non obtenue (IENO)	5

Orientation opérationnelle de la CESCA

Q  
1  
6

Quels sont les cibles "pays" par typologie de pays ?

*(Une seule réponse par ligne)*

O  
U  
I

N  
O  
N

IE  
N  
O

Les pays de la CEI	1	2	3
Les pays musulmans	1	2	3
Les pays à forte croissance	1	2	3
Les pays en voie de démocratisation	1	2	3
Les pays culturellement proches	1	2	3
Les pays en voie d'adhésion	1	2	3
Les autres Etats membres	1	2	3
Autres : préciser	1	2	3

Q  
1  
7

Quelles sont les zones géographiques prioritaires (tout ou en partie) ?

*(Une seule réponse par ligne)*

OUI

Oui,  
certains  
pays de  
cette  
zone

NON

IENO

ACP - Afrique Caraïbes Pacifique (sauf pays du sud de	1	2	3	4
--	---	---	---	---



la méditerranée, Australie,  
Nouvelle Zélande)

Amérique Latine (sauf Cuba et  
Caraïbes)

1 2 3 4

Asie (Sauf Japon et Corée)

1 2 3 4

Région du Golfe, Iran, Irak, et  
Yémen

1 2 3 4

Moyen Orient et Pays du sud de  
la Méditerranée

1 2 3 4

Etats-Unis et Canada

1 2 3 4

Japon, Corée, Australie et  
Nouvelle Zélande

1 2 3 4

Balkans

1 2 3 4

Russie et ex-pays de l'URSS

1 2 3 4

**Q  
1  
8** Les autres Etats membres sont-ils  
prioritaires en terme de coopération  
culturelle extérieure ?

*(Une seule réponse)*

Oui 1

Non 2

Information existante mais non  
obtenue (IENO) 3

**Q  
1  
9** Les pays en voie d'adhésion ont-ils  
une place déterminante dans la  
coopération culturelle extérieure ?

*(Une seule réponse)*

Oui 1

Non 2

Information existante mais non  
obtenue (IENO) 3

**Q  
2  
0** Quel est le degré d'importance des  
secteurs suivants :

<i>(Une seule réponse par ligne)</i>	Très important	Assez important	Peu important	Pas du tout important	IENO
Promotion de la langue à l'étranger	1	2	3	4	5
Arts vivants et du spectacle	1	2	3	4	5
Arts plastiques et visuels	1	2	3	4	5
Cinéma et audiovisuel	1	2	3	4	5
Livre et lecture	1	2	3	4	5
Multimédia	1	2	3	4	5
Musique	1	2	3	4	5
Patrimoine	1	2	3	4	5
Education	1	2	3	4	5
Recherche	1	2	3	4	5
Société civile	1	2	3	4	5
Autre : préciser	1	2	3	4	5

**Q21** Quel est le budget public consacré à la CESCA ?

*(Réponse en clair)*

somme des A24

**Q22** Comment est perçue la visibilité de la CESCA à l'intérieur du pays ?

*(Une seule réponse)*

Très forte 1

Forte	2
Assez forte	3
Faible	4
Information existante mais non obtenue (IENO)	5

Q  
2  
3

Comment est perçue la visibilité de la CESCA dans les pays tiers?

*(Une seule réponse)*

Très forte	1
Forte	2
Assez forte	3
Faible	4
Information existante mais non obtenue (IENO)	5

Organisation opérationnelle et décisionnelle de la CESCA

Q  
2  
4

Qui sont les décideurs politiques principaux en matière de CESCA ?

*(Une seule réponse par ligne)*

OUI      NON      IENO

Le Ministère des Affaires Etrangères	1	2	3
Le Ministère de la Culture	1	2	3
Une autre administration centrale	1	2	3
Une autorité publique régionale ou locale	1	2	3
Un autre organisme public	1	2	3

Q  
2

Est-ce qu'un décideur se distingue

5 des autres par ses responsabilités ?

*(Une seule réponse)*

Oui	1
Non	2

Q  
2  
6 Si oui, lequel ?

*(Une seule réponse)*

Le Ministère des Affaires Etrangères	1
Le Ministère de la Culture	2
Une autre administration centrale	3
Une autorité publique régionale ou locale	4
Un autre organisme public	5
Aucun	6
Information existante mais non obtenue (IENO)	7

Q  
2  
7 Le principal décideur politique est-il  
le principal financeur public ?

*nb : la réponse à la question : quel  
est le principal financeur est donnée  
par le questionnaire "acteurs"*

Oui	1
Non	2
Information existante mais non obtenue (IENO)	3

Q  
2  
8 Existe-t-il au moins un réseau de  
structures relais (hors ambassades)  
présent dans des pays tiers ?

*(Une seule réponse)*

Oui	1
Non	2
Information existante mais non obtenue (IENO)	3

**Q 29** Si oui, combien ?  
*(Réponse en clair)*

S'il n'existe pas de réseau, écrire 0

Si information existante mais non obtenue (IENO), ne rien écrire

**Q 30** Existe-t-il une coordination prévue entre :  
*(Une réponse par ligne)*

	OUI	NON	IENO
Décideurs	1	2	3
Acteurs	1	2	3
Décideurs et acteurs	1	2	3

**Q 31** Cette coordination est-elle effective entre ?  
*(Une réponse par ligne)*

	Oui, souvent	Oui, parfois	Non, jamais	IENO
Décideurs	1	2	3	4
Acteurs	1	2	3	4
Décideurs et acteurs	1	2	3	4

**Q 32** Quel est le degré d'importance du rôle des ambassades dans la CESCA ?  
*(Une seule réponse)*

Important	1
-----------	---

<b>Assez important</b>	<b>2</b>
<b>Peu important</b>	<b>3</b>
<b>Pas du tout important</b>	<b>4</b>
<b>Information existante mais non obtenue (IENO)</b>	<b>5</b>

**Q  
3  
3**      **Le pays est-il actif dans une organisation de coopération régionale ?**

*(Une seule réponse)*

<b>Oui</b>	<b>1</b>
<b>Non</b>	<b>2</b>
<b>Information existante mais non obtenue (IENO)</b>	<b>3</b>